

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Méthodes de travail entre militants  
des centrales syndicales diverses

par U. THEVENON

Le drame marocain

par SINDBAD LE MARIN

La nouvelle adaptation de l'Eglise  
romaine

par F. A. RIDLEY

La tragédie de l'Espagne

par W. FRANK

Où en sont les salaires  
des métallurgistes français

par A. LAVAL

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 91 - Février 1955

Méthodes de travail en commun entre militants des centrales syndicales diverses	U. THEVENON
Les mots et les maux de l'Amérique centrale .....	L'ITINERANT
La tragédie de l'Espagne, tragédie féconde	Waldo FRANK
Le drame marocain .....	Sinbad LE MARIN
La nouvelle adaptation de l'Eglise romaine	F. A. RIDLEY
Conséquences de... l'absence de guerre ..	J. P.
Où en sont les salaires des métallurgistes français .....	A. LAVAL
La C.F.T.C. et le C.A.R.S. ....	U. T.
Conférence nationale de Pâques, 9 et 10 avril, à Puteaux.	

### Parmi nos lettres

Sur le problème nord-africain .. . . . . ESPINASSE

### Notes d'économie et de politique

Politique absurde ou recherche d'un prétexte ? — En Amérique centrale Dulles a fait machine en arrière. — Il n'y a pas eu, encore, de « vendredi noir » .. . . . R. LOUZON

### Propos irréguliers

Aspects italiens du totalitarisme stalinien.  
— Du quai Malaquais au congrès de Tours... — Encore le congrès F.O. — Ehrenbourg éducateur syndicaliste ! .. R. HAGNAUER

### Entre nous

# Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie  
198, avenue du Maine, PARIS-14<sup>e</sup>

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

	Francs
Joseph SCHOLMER : La grève de Vorkouta .....	590
(premier récit direct de la vie dans les camps russes de déportation et des premières grèves en U.R.S.S.).	
Publications de P.O.E.C.E. : Les transports maritimes .....	430
La productivité dans les industries de la forêt et du bois .....	700
Les investissements privés américains en Europe et dans les territoires d'outre-mer .....	400
Consommation de combustibles des centrales thermiques .....	120
Publications de P.L.N.S.E.E. : Population de la France (départements, arrondissements, communes) .....	3.000
Statistiques du mouvement de la population (années 1946-1947, mariages, divorces, naissances, décès) .....	3.000
Emile JAMES : Histoire de la pensée économique au XX <sup>e</sup> siècle.	
Tome I : De 1900 à la théorie de J.M. Keynes .....	1.000
Tome II : Après la théorie générale de J.M. Keynes (1936) .....	1.200
GURVITCH : Déterminismes sociaux et liberté humaine .....	600
HEGEL : Leçons sur l'histoire de la philosophie .....	750

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

# Méthodes de travail en commun entre militants des centrales syndicales diverses

## I. - Comment se pose le problème du redressement du mouvement syndical

Je dois dire tout de suite que mon rapport ne correspond pas tout à fait au titre qui m'avait été fixé. J'attache plus d'importance à l'esprit qui doit présider au travail en commun qu'aux méthodes.

Un travail en commun — et ici j'exclus le cas des unités d'action imposées par les circonstances dans l'intérêt des ouvriers et pouvant englober toutes les organisations syndicales — implique une certaine unité de vues sur les problèmes à mettre à l'étude, et surtout un état d'esprit commun aux participants. Il est absolument vain d'entreprendre du travail en commun, de chercher à dégager des attitudes, des moyens d'action communs si, au préalable, on a, par exemple, le secret dessein, la volonté de faire triompher une conception propre, de profiter de l'entente réalisée au départ pour élargir son rayon d'action aux dépens des autres participants. Est stérile, également, tout travail en commun avec des militants convaincus de détenir la Vérité pure ou avec des militants esclaves de formules considérées comme des vérités auxquelles doivent se plier l'analyse des faits et la détermination des moyens d'action et des buts de la classe ouvrière.

Depuis plusieurs décennies, le syndicalisme, en tant que force ouvrière animée par des ouvriers et au service exclusif de la classe ouvrière, est devenu une force de second ordre. Il a abdiqué en faveur de forces extérieures qui lui imposent des animateurs dont elles orientent le travail et qui tiennent seulement à déclencher, au moment jugé par elles opportun, des mouvements de masses pour appuyer leur propre politique. Même les organisations dites libres n'ont pas toujours les coudées franches, se trouvant plus ou moins liées à telle ou telle équipe gouvernementale ou à telle force spirituelle qu'il faut pour le moins ménager.

La voix ouvrière ne se fait plus entendre librement et, quand elle s'élève, elle est orientée ou freinée de l'extérieur. Les deux principales forces qui ont le plus méticuleusement préparé la conquête des « masses » ouvrières — j'emploie ce mot malsonnant parce qu'il exprime le comportement des conquérants — se présentent comme des forces spirituelles

détentrices de la Vérité, la seule Vérité vraie. N'est-ce pas une raison suffisante pour nous méfier d'elles ? puisqu'une telle attitude les amènerait tout naturellement à éliminer l'Erreur et ceux qui s'entêtent à la propager, dès qu'elles seraient au pouvoir. L'une et l'autre de ces forces ont déjà fait leurs preuves sur ce point.

L'histoire, pourtant, nous a appris qu'il n'existe pas de Vérité absolue ; que même les dieux, créés par les hommes, n'ont pu prévoir l'évolution d'une humanité en mouvement sous l'effet de forces issues de conditions imprévisibles ; que toute interprétation scientifique des faits à un moment donné peut être bouleversée par des découvertes nouvelles ; que les idées, les idéologies valables pour une époque ne le sont plus quand de nouvelles techniques ont engendré de nouvelles conditions de travail et de vie. Rien n'est figé, rien n'est définitif dans un monde fait de mouvement, mais à chaque étape de l'évolution des sociétés nous retrouvons un état de fait qui se répète : *les hommes qui n'ont d'autre moyen d'existence que la location non assurée de leur force de travail sont toujours exploités et opprimés au profit des organisateurs du nouveau mode de production*. Les victimes du nouvel ordre social, dans tous les temps, ont d'abord réagi spontanément, seules, et c'est uniquement le spectacle de leur misère et l'aspect dramatique de leurs révoltes durement réprimées qui ont fait naître les idéologies ou qui ont amené les inventeurs ou adeptes de la Vérité pure à se pencher sur leur sort et à dégager de nouvelles doctrines d'émancipation.

Les idéologues ont apporté des solutions logiques ou séduisantes ; quelquefois des sauveurs à vénérer. Ils ont toujours émis la prétention de diriger eux-mêmes les transformations annoncées, les exploités et opprimés du moment étant considérés comme masse de manœuvre pour hisser au pouvoir leurs nouveaux libérateurs.

Nous en sommes encore à ce stade. D'un côté nous avons des exploités n'ayant que leur force de travail à louer pour vivre, de l'autre, au bout opposé, des faiseurs de plans, utilisant, pour s'imposer, les formules mystiques, telle celle de la Révolution libératrice.

Allons-nous nous orienter aussi vers la confection de plans de libération bien figés qu'on n'a plus qu'à présenter et à faire accla-

(1) Ce rapport sera discuté à la Conférence de Pâques des 9 et 10 avril prochain.

mer ? Ou, refusant d'être aussi des détenteurs de Vérité pure ou des sauveurs vénérés, allons-nous amener les travailleurs, sans le secours de formules taboues, à voir la réalité en face, à envisager, eux-mêmes, les moyens de résister aujourd'hui à l'exploitation et à l'oppression dont ils sont victimes, les moyens de réaliser les conditions de leur libération sans le secours des manières d'idées générales, sans le secours des interprètes de la volonté d'un être suprême qui a déjà couvert les pires oppressions ?

Voilà comment se pose le problème du redressement du mouvement syndical ou, plus exactement, le problème de l'action ouvrière dans la situation actuelle, c'est-à-dire à une époque où l'on ne s'intéresse aux prolos payés à l'heure et sans certitude d'avoir un emploi régulier que dans la mesure où ils servent des penseurs, des agitateurs, des faiseurs de plans ou exploités de révoltés qui, eux, n'ont jamais eu ou n'ont plus à vivre sous la menace permanente d'être privés du faible salaire qui leur permet de continuer à vivre médiocrement.

Les travailleurs payés à l'heure et qui vivent sous la menace du chômage possible sont plongés dans une confusion qui les désoriente. Les militants qui leur sont envoyés de l'extérieur et qui s'imposent à la direction de leurs mouvements de révolte lient leurs revendications spontanées à des actions générales qui, en fin de compte, se ramènent à des prises de position pour l'une ou pour l'autre des forces d'oppression qu'ils subissent ou qu'on veut leur faire subir. Tout cela couvert par les mots trompeurs de Paix, de Liberté, de Socialisme, voire de Patrie.

Même les problèmes de rémunération du travail sont liés à ceux des agents des détenteurs ou gestionnaires des moyens de production ; quand on appelle les manœuvres, les O.S., les O.P. à l'action, c'est pour relever l'indice de ceux qui ne produisent que des brimades et qui n'ont jamais eu le courage de se battre contre leurs maîtres.

Il faut reposer le problème de l'action ouvrière, le reporter sur les victimes de tous les systèmes d'exploitation et les amener à envisager eux-mêmes la défense de leurs intérêts dans des conditions qu'ils ont à déterminer.

On n'a pas à apporter aux ouvriers les secrets de leur libération, non plus que des formules définitives pour leur expliquer comment ils sont exploités. Nous ne le répéterons jamais assez : agir ainsi c'est aller en sens contraire du but poursuivi, c'est détourner les prolos de leur propre tâche. Ce n'est pas en habituant les hommes au simple maniement des idées générales et des constructions savantes — ou simplistes — qu'on les libère, c'est en les appelant à se replier sur eux-mêmes, sur leur propre existence, sur la réalité où ils se meuvent ; en les plaçant en face de leurs responsabilités — sans aucun intermédiaire — et en les amenant à dégager de leurs propres observations, de leurs propres analyses des règles d'action et des comportements.

Ces quelques considérations rappelées pour indiquer avec quel esprit, à notre avis, doivent être entrepris les contacts entre militants des diverses centrales ou isolés, nous abordons les méthodes de travail.

## *II. - La coordination de l'activité des syndicalistes peut s'opérer de deux manières*

La plupart des tentatives qui ont été amorcées à Paris pour regrouper les syndicalistes libres de toute tutelle et de toute liaison avec des forces extérieures ont échoué parce que trop de camarades arrivaient avec la volonté de faire prédominer leur conception propre de l'action ou leur interprétation personnelle de certains événements ou de certaines situations, ou alors avec la volonté bien arrêtée de susciter et d'orienter l'action ouvrière conformément à des principes considérés à priori comme des vérités valables pour tous les temps et toutes les situations. Un tel état d'esprit est profondément contraire à l'esprit du syndicalisme d'action directe et indépendant que nous voulons faire revivre ; c'est une mentalité d'apôtre qui détient la Vérité, qui est animé par la Foi, et qui n'est satisfait que lorsqu'il a multiplié le nombre de ses fidèles à qui il demande seulement de croire.

Nous ne voulons pas des apôtres, nous ne voulons pas des croyants, nous voulons seulement des révoltés conscients de la situation où ils se trouvent, libres d'organiser leur révolte et de l'orienter eux-mêmes en fonction des conditions qu'une analyse objective de la réalité économique et sociale permet de déterminer. Nous voulons contribuer à donner à tous les révoltés une conscience concrète de la manière dont ils sont exploités et

des conditions dans lesquelles ils peuvent eux-mêmes imposer la réduction ou la suppression de cette exploitation.

C'est l'appel à l'étude des faits, de la réalité telle qu'elle se manifeste à nos sens et à notre esprit, au lieu du tenace acharnement à vouloir plier la réalité à des principes, à ne rechercher dans cette réalité que les faits qui justifient les principes.

### **Le retour à l'entreprise et les cercles d'études**

Une telle étude en vue d'une prise de conscience concrète de l'exploitation capitaliste ou technocratique et des conditions de sa réduction ou de sa suppression doit commencer par l'entreprise, le lieu où cette exploitation se réalise d'abord et peut même se mesurer.

Aux démonstrations savantes et séduisantes par leur logique et leurs mots plus ou moins mystérieux, substituons des faits, des chiffres qu'on trouve soi-même ou qu'on peut contrôler.

De l'entreprise on monte ensuite à l'industrie à laquelle elle se rattache, à la région dont elle fait partie, à l'économie tout entière.

re, nationale et internationale, à la situation sociale qui découle de l'organisation économique, à l'Etat.

Voilà le travail essentiel, le travail de base qui est à organiser par les militants syndicalistes groupés dans des *cercles d'études* d'entreprise et de localité, d'industrie même. Il est difficile à conduire, et l'aide d'un centre national de documentation serait nécessaire.

Des militants habitués à observer, à analyser la réalité eux-mêmes, et à en dégager eux-mêmes une attitude pour la défense de leurs intérêts, ne seraient plus tentés d'aller rejoindre ou de servir les usurpateurs qui se sont octroyé le monopole du socialisme.

### **La coordination de l'action par les comités de liaison**

A un deuxième échelon, les militants syndicalistes des organisations syndicales diverses se concertent, s'unissent en des comités de liaison permanents dans le genre de celui qu'ont constitué dans la Loire les U.D. F.O. et C.F.T.C., l'U.L.-C.N.T., le S.N.I., la fédération départementale de l'Education nationale et le Cercle d'études syndicalistes.

Le respect de la démocratie syndicale, donc de l'état d'esprit qui domine dans une organisation, et qui n'est forcément pas le même dans toutes les organisations participantes, a fait admettre aux fondateurs que les accords pour une action déterminée pouvaient ne pas réunir la totalité des organisations participantes si les représentants de l'une ou de plusieurs d'entre elles n'étaient pas convaincus de pouvoir rallier la majorité de leur organisation aux décisions envisagées.

Syndicalistes, libres de toute emprise extérieure, nous accordons à l'expression démocratique syndicale son plein sens. Nous admettons que le niveau de prise de conscience soit différent dans les organisations ; nous comprenons que les organisations groupant de forts effectifs n'expriment pas avec autant de fermeté et de netteté leur point de vue sur la situation et qu'elles aient un degré de combativité moindre que celui reflété par les ordres du jour des organisations squelettiques ou des organisations importantes dont les C.S. et même les A.G. ne groupent plus qu'une poignée de théoriciens entourés de quelques fidèles.

Nous considérons qu'un militant qui a des fonctions syndicales n'est plus tout à fait libre de ses mouvements, car ses décisions et certaines de ses positions doivent être conformes aux décisions régulières de l'organisation qu'il représente et non contraires à l'état d'esprit de l'ensemble des adhérents au nom desquels il parle.

Voilà pourquoi au cercle d'études ou au comité de liaison doivent pouvoir collaborer sans difficultés des révolutionnaires intransigeants et des réformistes qui tiennent à faire correspondre leurs moyens d'action au niveau actuel de la conscience ouvrière, au degré réel de combativité de la majorité des ouvriers, compte tenu de la situation économique et sociale.

Voilà ce que n'ont jamais pu faire nos camarades de Paris d'une façon durable.

Nous sommes persuadés que les formules du cercle d'études et du comité de liaison

peuvent se généraliser avec l'esprit que nous avons défini et rallier de nombreux camarades que l'intransigeance de certains doctrinaires ou des heurts personnels ont rejeté de nos groupes d'études ou d'action.

Les méthodes de travail que nous préconisons permettent de rallier tous les syndicalistes libres, au sens que nous accordons à ces mots, et, de plus, elles peuvent et doivent aboutir à l'unité la plus large possible dans un avenir assez proche, une unité durable parce qu'elle sera le fait de travailleurs habitués à chercher eux-mêmes leur voie et qui n'auront plus la vue obstruée par les verres déformants de formules définitives auxquelles la réalité doit se plier, tout comme l'ont les hommes qui veulent se faire décerner le diplôme de révolutionnaire.

Il ne nous vient même pas à l'idée d'envisager une unité totale du mouvement syndical.

En effet, d'un côté, les agents de l'impérialisme russe ne peuvent accepter de travailler à cette prise de conscience concrète du prolétariat qui ne leur permettrait plus d'étendre leur mystique de la révolution et de semer la confusion dans l'action ou dans les tentatives de libération des travailleurs.

De l'autre, les dociles serviteurs de la hiérarchie catholique ne peuvent accepter la rupture avec les profiteurs de l'ordre actuel, ni cet effort de libération reposant sur une analyse objective de la réalité et plaçant l'homme en face de la vie réelle et de lui-même sans l'intermédiaire d'une force mystérieuse.

Qu'importe ! Un mouvement syndical reposant sur les bases que nous avons définies aurait tôt fait de s'imposer à l'ensemble des travailleurs, et les centrales que des forces extérieures ont pu constituer et entretenir par le mensonge, par l'équivoque ou par la démagogie en seraient bientôt réduites à disparaître ou à servir d'écho sans résonance à des forces d'oppression démasquées.

Reste un problème de tactique que nos camarades de *Reconstruction* ont posé et qui semble être repris par les protagonistes d'une nouvelle gauche.

Les syndicalistes resteront-ils à l'écart des batailles qui se livrent pour le pouvoir à une époque où l'Etat est devenu le plus grand des producteurs et le grand pourvoyeur de fonds déterminant l'orientation des forces de production, pour la réalisation du plein emploi des travailleurs et des moyens de production, et intervenant dans la répartition du revenu national ?

Opposés à une participation directe aux luttes électorales, nous estimons qu'il serait prématuré d'ouvrir un débat nécessaire sur ce problème important. Nous sommes encore presque dans l'enfance : c'est seulement quand nous serons des adultes bien conscients de ce que nous voulons et de ce que nous pouvons que nous prendrons une décision. Toute décision favorable prise hâtivement ne peut que servir de nouvelles équipes d'organisateurs incapables de rompre avec les forces de conservation sociale, forces parmi lesquelles nous englobons les forces dominantes du passé, les classes moyennes, la bureaucratie et la technocratie.

Rien ne presse. Voyons d'abord qui nous sommes et où nous voulons aller.

**U. THEVENON.**

Sur le problème nord-africain

D'ESPINASSE, de Haute-Savoie :

La question algérienne est toujours d'actualité. C'est pourquoi il n'est pas trop tard pour donner une opinion sur le document paru dans la R.P. de décembre dernier sous le titre : « La vérité sur les événements d'Algérie ». Par les exagérations manifestes qu'il contient, pareil écrit fait plus de mal que de bien à la cause du fellah algérien. Car en tant que syndicaliste, c'est celui-là seul qui doit intéresser. Les autres, ils rappellent ces résistants (?) de la dernière heure qui, loin de l'action, à Londres, et les dés étant joués incitaient la classe ouvrière à saboter l'usine pour mettre dehors le « boche honni » (Waldeck Rochet dixit) ou tel président de la Ligue des patriotes qui, en 1914, clamait « Allez enfants de la Patrie » et s'engageait dans la cohorte des journalistes propagateurs de bobards.

Pour juger de la question algérienne, il faut, dans la mesure où cela est possible, se dégager de sa civilisation européenne. Il est, en Algérie, un facteur important que l'on ne peut pas négliger : c'est le facteur religieux. Il agit sur le plan économique comme sur le plan humain. Une religion qui est le cadre de l'ordre social et politique et qui enseigne le fatalisme et le dédain des choses d'ici-bas, qui donne tous les pouvoirs à l'iman et au marabout (1) ne peut pas être un facteur d'émancipation, mais au contraire l'instrument de domination d'une caste qui s'en sert pour maintenir la masse dans l'obscurantisme. La preuve en est de la Turquie qui n'a pu renaitre que lorsqu'elle a secoué le joug du Califat et pu laïciser ses institutions ; de l'Égypte où les pires adversaires de la révolution militaire (mais révolution quand même) sont les Frères musulmans, confrérie essentiellement religieuse qui veut défendre ses privilèges et sa puissance.

Où sont, en Algérie, ceux qui rejettent la religion mahométane ? Peut-on citer parmi tous ces nationalistes fanatiques ceux qui ont libéré leurs femmes de l'esclavage islamique (2), ceux qui prêchent l'abandon de la mosquée, ceux qui ont demandé la transformation des « médersa » en véritable maison d'enseignement laïque ? Qui a pu rencontrer ces personnages dans les entreponts des cargos qui transportent les travailleurs nord-africains ou dans les wagons de troisième classe des chemins de fer algériens ?

Dans la mesure où ils ne donnent pas l'exemple de leur émancipation, où ils continueront à se tenir à l'abri dans ce centre de fanatisme religieux qu'est le Caire, ces gens-là ne peuvent pas intéresser le syndicaliste qui doit se sentir plus près du sang mêlé qui végète dans les ports du littoral, du paysan berbère des oasis du Sud, du « sidi » qui vient en France gagner les quelques billets qui lui permettront de faire vivre sa famille. Parce que le syndicaliste retrouve là ses frères de misère, il comprend leurs revendications qui sont les siennes ; ils ont les mêmes besoins.

Il y a surpopulation en Algérie. La terre ne suffit

(1) Erreur ! Il n'y a pas de religion où le clergé ait moins de pouvoir que l'islam. (N.D.L.R.)

(2) Il y a des milliers de femmes d'Afrique du Nord qui sortent maintenant librement et sans voile, avec l'autorisation et sur la suggestion de leurs maris. (N.D.L.R.)

pas à nourrir tout le monde. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de véritable industrie sur ce vaste territoire aux ressources minérales quasiment nulles. En dehors de ceux des Européens, il n'y a pas de capitaux pour mettre en valeur le peu qui pourrait y être mis. Alors ? Cherchez dans tout le document transmis par la Délégation algérienne au Caire (délégué par qui ?) une trace de solution économique. Il n'y en a pas ; or c'est elle qui importe. Comment l'Européen parti trouvera-t-on la subsistance nécessaire à tous ces millions d'affamés ? Comme tous ses frères en misère le fellah algérien ne réclame que le droit de vivre en travaillant.

On propose une « Assemblée algérienne constituante » souveraine élue au suffrage universel. Qui a pu assister à la facilité avec laquelle on fait voter comme l'on veut l'habitant des douars peut se demander si la Délégation ne se moque pas de lui. Parmi tous ces travailleurs nord-africains qui se trouvent actuellement dans la métropole, combien savent lire ou écrire, combien même savent comment s'orthographe leur nom ? Et c'est de cet ensemble d'illettrés qui n'a aucune formation politique que l'on veut faire surgir une assemblée constituante ! (3) Soyez sérieux Messieurs du Caire ; où alors avouez franchement que vous voulez substituer votre autorité à celle des Français, prendre la place de ceux qui vous ont fait ce que vous êtes.

Cette prise de pouvoir pourrait s'accepter si elle comportait la certitude de l'amélioration du sort de la masse ; mais cette certitude n'apparaît nulle part et l'on peut craindre qu'il n'en résulte que de l'aggravation. Car les faits démontrent que les révolutions ne servent pas ceux qui les font, mais seulement ceux qui les dirigent, et les font faire.

Cependant, il faut agir de suite en faveur des humbles, de ceux qui ne demandent qu'à vivre librement dans la paix et le bonheur. Si nos colonisateurs n'avaient pas recherché que leurs profits dans l'exploitation du travailleur algérien, ils les auraient sortis de leur misère en les émancipant spirituellement et matériellement. C'est cette lourde tâche que le syndicalisme doit entreprendre afin de faire du fellah algérien un HOMME ; un être capable de prendre seul son destin en main.

Répondons d'un mot : il n'y a pas d'émancipation possible, ni spirituelle ni économique, pour ceux qui sont esclaves.

Tant que les indigènes de l'Afrique du Nord seront soumis à la domination française, tant que ce seront des êtres privés de tout droit, soumis au seul bon plaisir des Français, aussi bien dans les relations civiles quotidiennes que pour la conduite des affaires de leur pays, aucune émancipation, d'aucun genre, pour eux n'est possible.

La condition dont tout le reste dépend est donc celle pour laquelle les fellagha se battent et meurent : l'abolition de la domination des Arabes par les Européens.

(3) Combien y avait-il de Français sachant lire et écrire et ayant une formation politique en 1789 ? (N.D.L.R.)

LIAISONS SYNDICALES

Les minorités de la C.G.T.-F.O. lancent un nouvel organe : Liaisons syndicales (31, rue Raymond-Losserand, Paris-14<sup>e</sup>), dont le numéro 1 contient d'excellents articles sur le dernier congrès F.O., de nos amis Patoux, Hébert, Peyre, Chausse., et aussi des militants d'outre-mer : Manchon et P. Atala.

Nous nous réjouissons sans réserves de cette naissance. Que nos amis minoritaires s'y retrouvent sous le signe de la liberté... et qu'ils n'oublient pas que la R.P. leur est ouverte pour les études et les débats qui ne peuvent pour des raisons matérielles trouver place dans leur organe.

# LA NOUVELLE ADAPTATION DE L'EGLISE ROMAINE

*Vivre, c'est changer ; être parfait c'est avoir souvent changé.*  
J.-H. NEWMAN.

## I. — Les grandes lignes de l'évolution du catholicisme jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle

Dans son livre *Léviathan*, écrit en 1652, le philosophe anglais Thomas Hobbes donne cette définition de l'Eglise catholique romaine : « La papauté est le spectre de l'empire romain se tenant couronné au-dessus de sa propre tombe. Car c'est sous cette forme que commença la grande puissance de l'Eglise. »

De toutes les définitions qui ont été données de l'Eglise romaine et du Saint-Siège, c'est là, incontestablement, la meilleure.

### L'Eglise totalitaire

« Rome, dit un jour un libéral italien, n'accepte jamais la défaite et jamais, au cours des temps, elle n'abandonne ses prétentions. » On pourrait ajouter, en usant de la terminologie de notre époque, que Rome est la représentante du « fascisme » religieux ; elle est la forme totalitaire du christianisme. Avec, cependant, cette importante addition : à la différence des dictateurs simplement terrestres qui ne prétendent au pouvoir absolu sur les humains que de ce côté-ci de la tombe, l'Eglise romaine catholique et son chef, le pape, commandent à la destinée des hommes des deux côtés de la tombe. La Sainte-Inquisition n'avait comme fonction que de faire passer ses victimes d'un côté à l'autre. Les vrais « camps de concentration » de cet empire universel commencent seulement après la mort. Car il est une chose qu'oublie souvent les critiques de l'Eglise catholique, c'est que, de même que la théologie catholique prétend, d'après ses propres « docteurs universels », être la seule forme de raison accessible à l'humanité, en réunissant dans un même ensemble logique et Dieu et l'homme, et le Ciel et l'Enfer, et les différentes espèces d'êtres, les terrestres, les surnaturels et ceux de l'enfer, de même l'Eglise catholique prétend ici-bas à une juridiction également universelle. Et c'est cela, devons-nous ajouter, qui distingue avant tout l'Eglise catholique des autres religions chrétiennes, « ces rejets inférieurs et illégitimes ». Le catholicisme romain forme par là, essentiellement, une religion à part.

### L'âge d'or de l'Eglise

C'est une loi historique, qu'illustrent de nombreux exemples, que toute organisation importante conserve pieusement la mémoire du temps où elle jouissait spirituellement et matériellement du maximum de puissance et de la plus grande considération, et qu'elle cherche toujours à revenir à de tels temps. Ainsi, l'Espagne a la nostalgie de son « siglo del oro », son « âge d'or », le XVI<sup>e</sup> siècle, alors qu'elle envahissait son Nouveau Monde et qu'elle ceignait, comme un colosse, l'Ancien Monde. Pareillement, l'Angleterre, au-

jourd'hui, se rappelle avec des regrets toujours plus vifs l'« époque de Victoria », alors que son monopole de la Révolution industrielle faisait d'elle l'« atelier du monde » et que chaque nouvelle année accroissait à la fois la richesse matérielle de sa bourgeoisie et sa croyance au « progrès » éternel.

Et c'est également pourquoi l'Eglise romaine se remémore avec un profond regret et un désir nostalgique son propre « âge d'or », l'« âge de la Foi », le moyen âge, alors que l'Eglise était toute-puissante, que l'ordre social était dans toute la chrétienté assuré partout de la même manière en vertu de la croyance tacite que l'enseignement des évangiles et la théologie qu'en avait tirée l'Eglise catholique constituaient les valeurs suprêmes de la vie auxquelles aucune autre ne pouvait, même de loin, être comparée. Cette époque se trouve bien résumée dans le joli mot qui avait cours dans la société médiévale : « Tous les chemins mènent à Rome ! »

Ce fut la réforme protestante du XVI<sup>e</sup> siècle qui, en fait, mit fin à l'« âge de la Foi ». Et c'est sur le rétablissement de cet âge d'or disparu que toute l'activité de la papauté a, depuis lors, été concentrée. Encore aujourd'hui, retrouver ce paradis perdu, mais étendu sur le monde entier, demeure toujours le premier objectif de l'Eglise catholique et la raison avouée de sa présente « Contre-Réforme » du XX<sup>e</sup> siècle.

### La Réforme et la Contre-Réforme du XVI<sup>e</sup> siècle

La première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle au cours de laquelle commença à se manifester la « révolution » protestante, selon la très juste expression de l'historien anglais Seebohm Rowntree, a marqué la fin de l'âge d'or du catholicisme. A partir de ce moment, l'homme d'Occident aura une double allégeance : l'une à son Etat national qui prend la place du « Saint » Empire, et l'autre à son Eglise nationale — véritable abomination pour l'homme du moyen âge — qui prend la place de l'Eglise universelle. Aux catholiques d'esprit médiéval, il dut sembler alors que l'Eglise ne pourrait survivre dans un monde aussi peu médiéval. L'Eglise elle-même eut d'abord évidemment cette opinion. C'est pourquoi, plutôt que de se résigner à ne devenir qu'« une philosophie parmi d'autres », comme dit un écrivain catholique moderne, Rome chercha à étouffer la révolution par le fer et par le feu ! Durant les guerres de Religion des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, qui atteignirent leur point culminant durant cette guerre de Trente Ans qui fut la plus terrible de toutes les guerres d'avant l'âge « scientifique », Rome fit de son mieux pour maîtriser ou démolir complètement le monde moderne qui naissait

de la révolution commencée par Luther et Calvin. Ce ne fut pas sa faute, ni celle de son bouillant porte-drapeau, l'empire espagnol, qui se lança tout entier, avec un ardeur donquichottesque, dans la lutte contre l'« hérésie », si elle échoua. Lorsqu'en 1648 la guerre de Trente Ans prit fin, laissant l'Europe ruinée, et que l'« âge de la Foi » se fut alors irrévocablement évanoui dans le passé, l'Eglise catholique dut, bon gré mal gré, trouver le moyen de survivre sur la base de la « coexistence » avec le monde moderne. Coexister avec un monde qui vous est étranger et, si possible, le reconquérir, et en revenir ainsi au vieil âge d'or, tel fut le problème essentiel qu'eut à résoudre l'Eglise catholique durant les trois siècles qui séparent la fin des guerres de Religion (1546-1648) de notre époque.

### La « Contre-Réforme » des Jésuites

La « Contre-Réforme » qui eut à entreprendre ce travail fut essentiellement l'œuvre des Jésuites ; c'est à eux que sont dus les traits particuliers du catholicisme moderne, en tant qu'il se distingue du catholicisme médiéval. L'espagnole « Compagnie de Jésus », fondée en 1540 dans le but, primitivement, de combattre les Turcs, peut être appelée le plus ancien corps d'élite des contre-révolutionnaires professionnels de l'histoire. La maxime de Loyola : « Aucune tempête n'est plus dangereuse qu'un calme parfait ; aucun ennemi n'est plus dangereux que l'absence de tout ennemi », fut la règle de la « Contre-Réforme », et elle est, en fait, celle de toute contre-révolution en général. Cela est particulièrement bien illustré par l'histoire même de l'ordre de Loyola. Quand les ennemis de l'Eglise sont absents, c'est alors que les Jésuites sont dans leur élément. C'est dans les époques de calme qu'ils deviennent un danger pour la papauté.

C'est cet état d'esprit qui s'exprime dans la polémique qu'ils eurent avec le jansénisme sur le sujet du libre arbitre. Ce sont les révolutionnaires qui, réfléchissant exactement l'esprit du temps, croient au progrès « inévitable » et, par suite, au déterminisme et à la prédestination. Mais la volonté humaine peut arrêter ce qui paraissait inévitable, et c'est pourquoi, en conséquence, la contre-révolution met l'accent sur la volonté. On trouve cet accent dans les deux manuels classiques de la contre-révolution : dans les *Exercices spirituels* de Loyola, qui sont le bréviaire des Jésuites, et dans le *Mein Kampf* d'Hitler, qui est le bréviaire de la contre-révolution laïque. Les Jésuites durent essentiellement leur existence à la Réforme. Ils furent les premiers catholiques à réaliser que le moyen âge était fini, que Rome, pour survivre, devait s'adapter — le mot cher aux Jésuites — au monde nouveau, si étranger qu'il soit au catholicisme — et c'est en cela que consiste le service fondamental qu'ils rendirent à Rome. Si Rome ne s'était pas « adaptée », sa disparition était certaine.

### La girafe qui se monte le cou !

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le monde des biologistes fut secoué par la naissante théorie de Lamarck selon laquelle la girafe avait vu s'allonger son cou en vertu d'un effort de volonté subconscient. Déduction que Lamarck tira sans doute de ses observations sur l'ordre des Jésuites dont il avait été autrefois l'élève. Car la Société de Jésus et l'Eglise catholique, sous son inspiration, ont dû « allonger leur cou » afin de pouvoir survivre dans l'atmosphère si peu moyenâgeuse du monde moderne. Ce furent les Jésuites qui explorèrent avec précaution le monde moderne et qui,

en en modifiant convenablement les formes, adaptèrent les conceptions politiques, économiques, morales et philosophiques du monde moderne aux conceptions périmées que l'Eglise avait conservées de l'époque de l'« âge de la Foi ». Les catholiques de vieux style, comme Pascal, en furent horrifiés ; mais cette adaptation, quelles qu'en aient été les erreurs et les exagérations, a sauvé sans aucun doute l'Eglise catholique romaine d'une disparition qui autrement eût été inévitable. Parler du catholicisme moderne, en tant que distinct de celui du moyen âge, sans faire mention des Jésuites, serait comme refaire *Hamlet* sans l'immortel prince !

### La Révolution française et le XIX<sup>e</sup> siècle

La Révolution française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, continuation laïque de la Réforme protestante, sans laquelle les « idées de 89 » n'auraient jamais connu leur grandiose triomphe, mit le point final au régime médiéval, même dans les pays les plus arriérés d'Europe. La suppression de l'Inquisition espagnole (1808) par Napoléon, héritier de la Révolution française et son porte-drapeau à travers tout le continent européen, peut être regardée comme le dernier coup porté au médiévalisme dans l'Eglise et dans l'Etat. Le XIX<sup>e</sup> siècle, cet âge de « stupéfiant progrès », le siècle par excellence du Libéralisme, du Capitalisme et du Nationalisme, avait finalement vu le jour. Mais quel pouvait bien être alors l'avenir de ce legs du passé qu'était le « spectre de l'empire romain », étant donné que la nouvelle époque se présentait comme devant être purgée de toute idée pré-moderne ? Comment une Eglise qui était née et avait grandi à une époque pré-industrielle et pré-scientifique, à laquelle elle s'était exclusivement adaptée, pouvait-elle espérer survivre et « toujours la même », en suivant son ancienne formule ! Pour ceux qui naquirent vers 1800, la disparition finale de cette relique d'un temps révolu était attendue avec confiance. Le fameux éducateur anglais, Thomas Arnold, exprimait la confiance qu'avait en cette disparition une génération élevée dans le « libéralisme » et l'idée de « progrès », idée centrale du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il déclarait avec mépris : « Croire dans le pape ? Mais pourquoi ne pas croire en Jupiter ! »

### La nouvelle « Contre-Réforme »

La fin de la plus ancienne des dynasties européennes, celle des papes, semblait donc, enfin, en vue. Comment le vieux caméléon pourrait-il encore changer de couleur pour pouvoir vivre, en induisant en erreur toute une époque de science et d'industrie ? Il fallait pour cela au moins un miracle ! C'était ce que pensaient les pionniers du Libéralisme au temps du « stupéfiant progrès ». Eh bien ! il faut avouer que, si miracle il y a, le miracle se produisit. Thomas Arnold et ses contemporains, aussi optimistes que lui, sont dans la tombe depuis plus d'un siècle et, cependant, l'Eglise catholique est toujours là ! Et même un peu là ! Il y a encore aujourd'hui beaucoup de gens, et même plus qu'au temps d'Arnold, qui trouvent plus facile de croire au pape que de croire à Jupiter ! ou même simplement que de croire au Libéralisme et au Progrès. Que cela nous plaise ou non, cela est ! Et, en tant que rationalistes, nous avons à nous en demander le « pourquoi ».

Cela est parce que les cent ans qui se sont écoulés, en gros, entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle ont vu produire une très remarquable « Contre-Réforme », une

Contre-Réforme aussi remarquable que la Contre-Réforme des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Contre-Réforme dans laquelle, ainsi que l'a remarqué l'historien allemand Gustave Krüger, la papauté fut la pièce maîtresse dont jouèrent sur l'échiquier de l'Eglise, avec le maximum d'efficacité, les artificieux Jésuites qui, selon l'heureuse expression d'Hermann Muller, « ne désiraient pas qu'un Jésuite devienne pape, étant donné qu'ils ne pouvaient concevoir un pape qui ne serait pas Jésuite » !

La suite de cet article sera consacrée à l'histoire de cette Contre-Réforme. Les fondements furent posés réellement au XIX<sup>e</sup> siècle, mais ses pleines conséquences, ainsi qu'il convient pour une Eglise qui clame son droit à l'« éternité » et dont la

vie se mesure par siècles, ne commencent que maintenant à se faire sentir à plein.

Nous nous proposons donc de décrire dans la deuxième partie de cet article les différentes phases par lesquelles est passée cette seconde « Contre-Réforme » qui, en fait, a constitué une formidable Contre-Révolution, et qui, au beau milieu de l'ère du progrès « inévitable », a trouvé moyen de réduire l'emprise du protestantisme, d'arrêter, en plein triomphe, l'avance du libéralisme et de ses rejetons révolutionnaires, et qui, enfin, a fait de nouveau de l'Eglise catholique une Grande Puissance, plus puissante qu'elle ne l'a jamais été depuis la fin de l'« âge de la Foi ». Pour des rationalistes, et pour tous ceux qui croient au progrès, c'est là une histoire lugubre, mais dont ils peuvent tirer profit.

## II. — Les origines de la Contre-Réforme du XX<sup>e</sup> siècle

On a écrit des montagnes de livres sur l'activité politique et théologique de l'Eglise catholique, mais son évolution sociale est beaucoup moins connue ; elle n'en est pas moins remarquable.

Historiquement, ainsi que cela ressort de son nom même, l'Eglise de Rome est née sous l'empire romain des Césars et y a son origine. Ainsi que le grand Renan l'a rappelé, et bien que l'empereur Auguste en aurait été très étonné, ce fut réellement le pêcheur galiléen Pierre, ou l'un de ses collègues inconnus, qui allait être appelé à perpétuer la mission historique du premier empereur romain. Ainsi que le professeur allemand Troeltsch en a fait la judicieuse remarque : « L'Eglise catholique est la dernière grande création de l'antiquité ». Cette origine se refléchit dans l'enseignement social de la première Eglise qui accepta l'esclavage comme un fait établi et qui, en conséquence, enseignait aux esclaves chrétiens qu'il fallait « obéir » à leurs maîtres. C'est pourquoi, au cours de son long réquisitoire sur les crimes et les absurdités de la nouvelle religion, le conservateur païen Celse n'accuse jamais le christianisme de vouloir abolir l'esclavage. C'est là une chose qu'il est bon de rappeler à nos amis « socialistes chrétiens » ! Lorsque, plus tard, sous Constantin, le christianisme fut reconnu par l'Etat, l'identification de l'Eglise avec les classes dirigeantes et le système social de l'empire romain devint complète (1).

### L'Eglise et la féodalité

Cependant, bien que l'Eglise catholique eût commencé comme soutien de la société antique, dont la base économique était l'esclavage, elle devait bientôt montrer sa capacité d'adaptation en faisant « pousser son cou » pour marcher avec son temps. Au cours du moyen âge, l'Eglise catholique s'identifia si complètement avec la féodalité qu'elle a souvent été considérée, à tort, comme une organisation purement féodale, par exemple par beaucoup de marxistes contemporains. Ce qui est certain, c'est que mille ans d'association étroite entre la société féodale et l'Eglise catho-

lique ont laissé sur cette dernière de profondes et durables empreintes.

### La croissance du capitalisme

Le système capitaliste, dont l'origine doit être cherchée dans les cités de l'Italie médiévale, à Venise en particulier, devint le système de production dominant lors des grands voyages de découvertes du XV<sup>e</sup> siècle et de l'ouverture consécutive d'un marché mondial au temps de l'« accumulation primitive », ainsi que Marx l'a montré dans « le Capital ». Les révolutions politiques des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles substituèrent définitivement le régime capitaliste au régime féodal en tant que système économique dirigeant. L'Eglise catholique résista à fond à ce capitalisme et à ses révolutions politiques jusqu'à ce que la révolution européenne de 1848, suite de la Révolution française, fit de son adaptation au nouveau régime une question, pour elle, de vie ou de mort. Ce fut aux Jésuites que revint la tâche d'accomplir la transformation nécessaire : au fur et à mesure du développement du capitalisme, ces chefs de l'Eglise pourvurent socialement celle-ci d'un « long cou », en réconciliant les transactions financières — qu'à l'époque féodale elle avait dénoncées comme péché d'« usure », mais qui étaient maintenant la chair et la vie du capitalisme — avec les « enseignements immuables de l'Eglise ».

Aujourd'hui, les « usuriers » catholiques vivent et meurent en odeur de sainteté, au lieu d'être de la chair à bûcher pour l'Inquisition !

L'alchimie casuistique par laquelle fut effectuée cette transformation réside dans la théorie jésuite sur le « probabilisme », en vertu de laquelle toute opinion professée par une minorité, mais non explicitement condamnée par l'Eglise, est autorisée. Les Jésuites usèrent de cette casuistique très habilement pour débarrasser la finance capitaliste (l'« usure ») des interdictions qui pesaient sur elle. Jamais les fils de Loyola ne rendirent un service plus signalé et aussi nécessaire à l'Eglise.

### Lamennais et la Révolution française

Les rapports entre l'Eglise catholique et l'« hérésie » sont une question fort intéressante et instructive. On condamne l'hérétique, puis on utilise ce qu'il a dit — telle fut une pratique fréquente de l'Eglise catholique.

(1) Même si, comme il est dit dans les « Actes des Apôtres », le christianisme débuta comme une organisation communisante, sur le modèle de ses précurseurs esséniens, cela ne dura pas longtemps ; ainsi qu'un critique plus ou moins cynique l'a remarqué : « La fin du monde ne vint pas, mais, ce qui arriva, ce fut la fin de l'argent. »

Cela est particulièrement net dans les rapports qu'eut Rome avec la Révolution française. Rome commença par une condamnation absolue des « principes de 89 », et, en particulier, de l'idée de démocratie politique. Quel chemin parcouru depuis !... maintenant que le Vatican ne cesse de proclamer hautement que l'Eglise catholique est le grand champion de la démocratie contre les dictatures ! Les papes qui furent les contemporains de la Révolution française n'en reviendraient pas !

Lorsque le grand Lamennais commença par proclamer, le premier, les principes de la « démocratie chrétienne » dans son journal *l'Avenir*, il fut condamné par le pape Grégoire XVI (en 1832), et ses fameuses *Paroles d'un Croquant* furent mises à l'Index. « Livre de petites dimensions, mais d'une immense malfaisance », porte le jugement qui fut prononcé contre lui par le pape. Mais la même Eglise qui condamnait Lamennais allait profiter de son enseignement. Les idées qui avaient été condamnées par une papauté encore pleine d'esprit médiéval, à savoir la « démocratie chrétienne » et l'alliance à établir entre l'Eglise et les masses populaires, allaient être reprises plus tard par l'Eglise elle-même. Lamennais est, en fait, le prototype de l'« Action catholique » et l'ancêtre spirituel des « prêtres-ouvriers ». On pourrait même dire que Lamennais est le précurseur, le « saint Jean Baptiste » de la Contre-Réforme catholique du XX<sup>e</sup> siècle. Ce sont ses idées qui, de sa tombe du Père-Lachaise, régissent l'Eglise qui les avait condamnées durant sa vie.

### L'idée de « développement »

Dans ses fameux *Essais*, l'historien protestant Macaulay a prédit que la papauté ne mourrait pas, qu'elle vivrait encore après que « seraient brisées les arches du pont de Londres » et que « la cathédrale de Saint-Paul serait tombée en ruine » (et sans doute aussi l'Eglise anglicane). Cinq ans plus tard, en 1845, un Anglais converti au catholicisme, J.H. Newman, écrivait son célèbre « Essai sur le développement de la doctrine chrétienne », qui est l'ouvrage théologique le plus important du XIX<sup>e</sup> siècle et est devenu le bréviaire du néo-catholicisme.

La théologie, proclamait Newman, se « développe », comme toutes les autres sciences ; si elle fait dans l'avenir aussi bien que dans le passé, ses plus grands jours sont encore à venir. L'importance de cette nouvelle théorie d'un futur « développement » du catholicisme n'échappa pas à, au moins, l'un des protestants de l'époque. Dans un remarquable passage, le publiciste Isaac Taylor résumait ainsi la théorie du « développement » et ses probables effets sur l'avenir du catholicisme :

« Si, à notre époque de rationalisme, certains dogmes ou certains rites paraissent avoir fini de remplir leur fonction et être devenus une gêne plutôt qu'une aide, pourquoi ne pourraient-ils point être abandonnés, abrogés, annulés par la force de « développement » qui leur est inhérente ? On ne voit pas quelle difficulté, soit logique soit théorique, il peut y avoir à faire de cette faculté de « développement » de l'Eglise un moyen d'abroger ce qui avait été décrété précédemment et d'inverser le cours suivi jusqu'alors. Une fois qu'elle a mis sa main droite pour tirer de nouvelles choses de son trésor, elle sera amenée à mettre sa main gauche pour retirer de la devanture les articles défraîchis ou usés. Pendant les âges d'ignorance, l'Eglise — toujours consciente de son époque — devint manifestement plus ou moins polythéiste ; à une époque philosophique,

ou, plus exactement, scientifique, cette même Eglise, en vertu de la même sagesse, deviendra plus ou moins panthéiste » (2).

### Le décret d'infaillibilité de 1870

La théorie du « développement » de Newman ouvrit donc le chemin pour un changement de théorie dans l'Eglise catholique. Le décret sur l'infaillibilité du pape, proclamé après d'orageuses séances par le Conseil du Vatican le 18 juillet 1870, fournit de nouveaux moyens de « développement » pour l'action et l'organisation de l'Eglise catholique, bien que cela ne fut pas vu, semble-t-il, par les contemporains qui le considèrent plutôt comme une victoire des éléments conservateurs de l'Eglise.

Le jugement nous paraît fort superficiel. Ainsi que nous l'avons écrit ailleurs : « Dans la doctrine de l'infaillibilité du pape, être vivant et changeant, l'Eglise a un moyen incomparable pour aller aussi bien *en avant* qu'en arrière. On a généralement envisagé surtout le côté réactionnaire de cette décision, mais, à moins que nous ne nous trompions grandement, Rome saura parfaitement se servir de cette arme remarquable pour aller de l'avant et liquider les restes du passé afin d'assurer le « développement » de sa doctrine et de sa morale ; elle adaptera le vieux catholicisme aux tâches et aux problèmes qui se sont levés au delà de l'horizon limité du moyen âge. Le Conseil vaticanesque d'apparence réactionnaire qui décréta en 70 le dogme de l'infaillibilité a procuré à l'Eglise un moyen d'évoluer, et qui convient aussi bien à une évolution progressive qu'à une évolution régressive. N'étant plus liée par les formules périmées des anciens conciles, elle peut marcher de l'avant, sous la conduite vigilante du dictateur du moment. »

Pie IX fut donc, peut-être inconsciemment, le meilleur disciple de Newman. En même temps que ce pape criait : « Je suis la tradition », il « développait », en fait, le dogme chrétien ! L'infaillibilité dans le présent succédait au dogme de l'infaillibilité du passé !

### « *Rerum novarum* »

Pie IX (1846-1878) fut donc un réactionnaire qui, très probablement, ne réalisa pas tout ce qu'impliquait ce « développement » qu'il aida, néanmoins, si efficacement par sa proclamation de l'infaillibilité. Mais son successeur, Léon XIII (1878-1903), qui fut sans doute le pape le plus capable depuis la fin du moyen âge, en comprit, lui, parfaitement toutes les conséquences ; ce n'est pas un hasard si l'un des premiers actes de son pontificat fut de faire de Newman, laissé jusque-là loin des honneurs, un cardinal (août 1879). Sous les cris d'horreur de tous les royalistes du monde et de tous les partisans du retour au moyen âge, Léon XIII « reconnut » la *République* française et parraina la « démocratie catholique », dont le nom seul aurait fait frémir ses prédécesseurs ! Enfin, le 15 mai 1891, Léon publiait sa pièce maîtresse, l'encyclique *Rerum novarum* que les démocrates catholiques appellent habituellement la « Charte ouvrière » et qui est, de loin, le plus important document qu'ait issu jusqu'ici la papauté moderne.

Ainsi que nous l'avons dit ailleurs : « Avec la publication de l'encyclique *Rerum novarum*, le moyen âge se termine officiellement à Rome. » Car c'est dans ce célèbre document que le pape adoptait officiellement les idées de la « démocratie chrétienne » et l'idée des « droits » ouvriers, pour lesquelles Lamennais avait été condamné un peu

(2) Cf. Isaac Taylor : « Ignatius Loyola », p. 326. — 1848.

plus tôt, au cours du même siècle. Lamennais avait donné le « baptême » aux idées de la Révolution française ; Léon leur donnait la « confirmation ». En outre, par son encyclique *Rerum novarum*, Léon commençait à « développer » l'Eglise catholique non seulement au delà du médiévalisme et des idées d'autocratie, mais aussi au delà même du capitalisme, car Léon critiquait sévèrement ce « nouvel esclavage, guère meilleur que celui des temps païens, que quelques hommes riches sont maintenant parvenus à imposer sur les masses travailleuses ». L'Eglise adopta à partir de ce moment une ligne de conduite indépendante en matière sociale, car, tout en dénonçant le capitalisme, elle dénonce en même temps le socialisme « matérialiste et athée », que Pie IX avait déjà condamné en 1846.

L'érudit historien R. Fuelop-Miller nous apprend que l'idée de l'encyclique *Rerum novarum* fut donnée à Léon par Isaac Pereire, ancien socialiste qui avait été disciple de Saint-Simon. Dans sa lettre au pape, Pereire, reprenant sans aucun doute une idée de Saint-Simon, déclarait que l'avenir était à la classe ouvrière, et qu'en conséquence, en s'alliant uniquement aux classes possédantes, l'Eglise catholique risquait son avenir pour le jour où les masses présentement déshéritées verraient leur avènement. Pereire posait ainsi les deux termes de l'alternative devant laquelle allait se trouver et con-

tinue à se trouver l'Eglise catholique au siècle de l'« homme du commun ». Le génie politique de Léon XIII se trouve amplement prouvé du fait qu'il a reconnu ceci : au XX<sup>e</sup> siècle, l'Eglise catholique doit conserver ou retrouver la confiance effective des masses qui, pour la première fois dans l'histoire, entrent sur la scène d'un monde qu'elles sont appelées à dominer. Dans *Rerum novarum* le pape s'est pour la première fois posé sérieusement le problème essentiel, de la solution duquel dépendra la survie de l'Eglise. On peut, si l'on veut préciser, considérer la date de ce tournant capital dans la sociologie catholique qu'est la « Charte ouvrière » comme marquant le jour de la naissance de la Contre-Réforme catholique dans le domaine politique et social : 15 mai 1891. Ce jour doit être marqué à l'encre rouge dans les annales de la « démocratie chrétienne » ! Et il est triste que Newman, qui mourut juste l'année d'avant la publication de l'encyclique (1890), n'ait point vécu assez pour être témoin du remarquable « développement » de l'Eglise dans le domaine social. Mais le grand pape lui-même survécut jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, ne mourant qu'en 1903. Nous voici donc maintenant arrivés au seuil de ce siècle-ci.

F. A. RIDLEY.

(à suivre)

## CONSEQUENCES DE... L'ABSENCE DE GUERRE

Parlant aux Communes, Churchill a déclaré que la guerre atomique rendrait l'atmosphère terrestre radioactive, donc contraire à la vie, pendant 5.000 années. Soyons sûrs qu'il n'a pas dit ce nombre au hasard. Le nombre lui a été communiqué par des physiciens ; il doit correspondre à la « période » d'un des éléments que la dématérialisation de l'hydrogène rend radioactifs.

Dans ces conditions, il y a lieu de penser que la guerre atomique n'aura pas lieu (1).

D'autre part, si la guerre atomique est exclue, aucune autre forme de grande guerre n'est, non plus, possible. Il est clair qu'avec les armes de 1944 l'Amérique ne peut pas penser à détruire la Russie. Et si la Chine, aidée de la Russie, peut, avec moins d'in-vraisemblance, penser à détruire l'Amérique, la possibilité n'est pas pour demain.

\* \*

Nous sommes donc, peut-être, dans une situation comme il n'en a encore jamais existé dans l'Histoire. Au cours de l'Histoire, chaque fois qu'il y a eu, voisins l'un de l'autre, des Etats de grand potentiel, ils sont toujours arrivés à ce court-circuiter. Entre Rome et Carthage, la guerre a toujours été fatale, processus

de résolution d'une contradiction politique devenue intolérable. Or si la guerre, politiquement « fatale », est devenue, du fait de la technique, une **impossibilité**, on a vraiment le droit de dire que l'humanité est entrée dans une situation toute nouvelle !... Et les gens qui parlent de « coexistence » ont sans doute beaucoup plus raison qu'ils ne croient.

Cette situation toute nouvelle est peut-être avantageuse pour les « coexistants », pour les habitants de la nouvelle Rome et de la nouvelle Carthage. Mais elle est susceptible d'avoir des conséquences désagréables pour les gens qui ne sont ni de Rome ni de Carthage, en particulier pour les Européens occidentaux.

Qu'est-ce qui a, en effet, jusqu'ici empêché les maîtres du Kremlin de **parfaire** l'Eurasie qu'ils ont déjà si bien « faite » du Pacifique à l'Elbe et du Tonkin aux glaces polaires ? Rien d'autre n'a pu les retenir que la crainte d'une guerre qu'ils pouvaient perdre.

Mais si cette guerre est impossible ?... Ils pourront envoyer leurs policiers jusque sur les côtes atlantiques, comme Hitler, à un moment où la guerre n'était temporairement pas possible, a pu faire les **Anschluss** qu'il a voulus.

\* \*

(1) Pour que la guerre atomique redevint possible, il faudrait des progrès techniques dans des directions qui paraissent fort improbables. Il faudrait par exemple, que l'on inventât un engin atomique qui eût de grands effets dans le domaine de la vieille physique (effets de chaleur et de souffle), mais qui fût dépourvu d'effet dans le domaine ultraphysique, dans le domaine radioactif. Ou bien il faudrait que l'on inventât une protection contre la radioactivité, un contre-rayonnement neutralisant le rayonnement qui arrête la vie... De telles idées n'ont actuellement pas plus de valeur pratique que les imaginations d'aventures intertidérales qui encomrent les journaux enfantins.

J. P.

# LES MOTS ET LES MAUX de l'Amérique Centrale

Le monde se rapetisse. Il y a vingt ans, les événements de Guatemala, Panama, Costa Rica et Nicaragua eussent tout juste fourni quelques couplets aux chansonniers et des bouche-trous aux metteurs en page des quotidiens. Aujourd'hui, les nouvelles qui parviennent d'Amérique centrale sont commentées, interprétées, rattachées aux évolutions internationales. Simultanément, les propagandes des « blocs » nous incitent à nous intéresser aux situations de tous les coins du monde, et nous les font découvrir sous une fausse lumière.

Ainsi, quand cet ami, ancien du P.O.U.M., vient à Paris et nous explique à quel point l'atmosphère qui régnait à Guatemala-City à l'époque d'Arbenz ressemblait à celle que connut Barcelone en 1938, sous la coupe des équipes policières staliennes, nous ne l'écoutons pas. Nous préférons continuer à voir la réalité en blanc et noir : Arbenz de gauche et Armas de droite. Dès que la distance augmente, nous ne faisons plus le détail. Cela offre un avantage, celui de nous bercer d'illusions sur notre appartenance à un mouvement international. Nous nous sentirions démoralisés si nous constatons honnêtement que nous avons à nous distinguer aussi bien d'Arbenz que d'Armas, et que les chances des travailleurs guatémaltèques sont, hier comme aujourd'hui, fort minces. Et les nôtres aussi, par conséquence.

Qui s'intéresse encore à la situation sociale du Guatemala ? Pourtant, la partie continue à se jouer et le syndicalisme possède quelques cartes. Si nous en avons conscience, nous pourrions les introduire dans notre jeu international, au lieu de nous émouvoir toujours quand les services partisans nous placent l'oignon de la propagande sous le nez et nous font pleurer à la cadence des notes diplomatiques.

Le Front anticommuniste qui assure le pouvoir est formé d'éléments disparates : vieux libéraux conservateurs et anticléricaux ; catholiques d'Eglise et de réaction ; grands propriétaires terriens ; petite bourgeoisie des villages. La tendance générale est celle d'un glissement donnant une plus grande influence aux libéraux, dont le nom ne peut faire illusion : ils furent les meilleurs soutiens du dictateur Jorge Ubico, de 1930 à 1944. Le « triomphe » électoral d'Armas, obtenu grâce à des procédés totalitaires (le scrutin *public* lui donna 500.000 voix contre 500...), dissimule des contradictions énormes au sein de la coalition gouvernementale. Les partis nouveaux poussent comme champignons. Les gangs politico-financiers sont lancés à la curée. L'armée elle-même est travaillée par des courants divergents ; elle ne peut de ce fait jouer son rôle traditionnel d'arbitre ; elle a laissé éliminer le colonel Monzon qui faisait contrepoids à l'autorité d'Armas et accepte l'expérience de ce dernier, sans pour autant y participer. L'opposition se regroupe sur la plateforme de 1944, c'est-à-dire sur un programme d'indépendance nationale et de démocratie, en désavouant l'alliance avec les communistes.

Dans le pays, les situations varient d'une région à l'autre et les ordres transmis de la capitale reçoivent des interprétations qui reflètent bien plus les rapports de forces locaux que la politique gouvernementale, elle-même contradictoire. Les grou-

pes de privilégiés tentent de liquider les organisations syndicales sous le prétexte commode de la répression anticommuniste. Les syndicats les plus importants (cheminots, instituteurs, United Fruit) ont été dissous. Les militants sont chassés des entreprises. L'autorisation légale est requise pour la constitution de syndicats nouveaux. En fait, le Comité de défense contre le communisme, doté de droits extravagants et utilisant une police particulière, s'emploie à briser ou à réprimer les tentatives de réorganisation ouvrière. Alors qu'il existait cinq cents syndicats légaux en mai 1954, il n'y a qu'une organisation officiellement reconnue aujourd'hui, celle des employés. Le Code du Travail, qui offrait des garanties au monde ouvrier, n'a pas été abrogé malgré les nombreuses demandes formulées par les employeurs, mais des agents patronaux se sont installés à tous les carrefours administratifs, rendant illusoire les droits acquis.

C'est au milieu de ces difficultés que deux mouvements s'efforcent de reconstruire une force syndicale : le Comité national de réorganisation syndicale et la Fédération des syndicats autonomes, cette dernière de tendance chrétienne et socialiste. Ils sont soutenus matériellement et encouragés par l'O.R.I.T. (confédération régionale affiliée à la C.I.S.L.), et par les centrales ouvrières nord-américaines.

La solution du problème de fond posé par les rapports entre la United Fruit et le gouvernement guatémaltèque peut, dans une certaine mesure, être influencée par l'action des secteurs ouvriers des Etats-Unis. Il en va de même pour les contrats intéressant les Compagnies nord-américaines des chemins de fer et d'électricité. Victorieuse par les armes et bénéficiant de la manœuvre de défense des privilèges parallèle à l'action contre le communisme, la réaction classique peut être battue sur le plan social, si les forces ouvrières internationales interviennent. En effet, l'impasse économique dans laquelle se trouve le Guatemala ne peut être dégagée par les seuls moyens locaux. Le chômage, la crise du café, les besoins de capitaux appellent l'intervention des Etats-Unis. La bataille guatémaltèque peut encore être gagnée par les mouvements ouvriers nord-américains.

Cette possibilité, réduite mais réelle, vient d'être confirmée par l'affaire entre Nicaragua et Costa Rica. La calme volonté de Jose Figueres, militant formé par les luttes pour la réforme universitaire, devenu président sans pour autant perdre le contact avec les milieux populaires, solidement appuyé sur les organisations syndicales, et l'intervention rapide des centrales nord-américaines ont fait avorter l'entreprise du dictateur et affairiste « Tacho » Somoza. Non seulement le pire a été évité, mais la démonstration a été faite que, même en Amérique centrale, l'issue démocratique est aussi praticable que l'aventure communiste ou le « justicialisme » des généraux.

Les Costaricains ont durement bagarré contre la United Fruit, et avec succès. Le dernier contrat spécifie que la Compagnie fruitière paiera dorénavant 30 % de ses bénéfices au lieu de 15 %. D'autre part, elle a remis en toute propriété à la République de Costa Rica les hôpitaux, dispensaires, écoles et centres de récréation qu'elle avait construits. Ce type de solution correspond

à la pleine information et à la participation du plus grand nombre. Sans doute faut-il expliquer que le choix de la méthode est fonction de traits particuliers : le Nicaragua du dictateur Somoza est pays de grandes propriétés, alors que Costa Rica est pays de petits propriétaires ; mais l'exemple d'une nation latino-américaine menant une politique conforme aux intérêts et respectueuse des libertés de son peuple, écartant la démagogie « justicialiste » et combattant les manœuvres stalinienne, revêt une importance capitale pour tout le Continent.

Que la presse dite de « gauche » ait mené campagne en faveur d'Arbenz et n'ait guère parlé de l'effort costaricain nous semble significatif. Sans doute les communistes, compagnons de route et suiveurs n'avaient-ils pas intérêt à expliquer à leurs troupes que dans les rangs des bataillons armés par Somoza, nombreux étaient les staliniens. Cela nous donne cependant l'occasion de déchirer le beau chromo si souvent affiché, où l'on voit le brave militant communiste

persécuté par les dictateurs alliés aux Yankees. Il n'est pas un pays d'Amérique latine soumis à une dictature, militaire ou justicialiste, où des conseillers communistes ne soient présents dans les états-majors gouvernementaux. En Argentine, au Pérou, au Venezuela. A tel point que pour sauver la face le système des deux partis a été mis en application. Un dans l'opposition, l'autre dans les milieux dirigeants.

Nous reprochera-t-on dès lors de ne pas vouloir renouveler l'expérience d'Espagne en Amérique latine, avec parfois les mêmes agents du S.I.M. (1) en face de nous ?

#### L'ITINERANT.

(1) S.I.M. (abréviation de Servizio d'Investigacion Militar), police militaire espagnole créée en 1936 par les staliniens sous le gouvernement Negrin.

Cet organisme, sous couleur de contre-espionnage, prit une part extrêmement active, en 1937, dans la répression contre le P.O.U.M. et l'aile gauche de la F.A.I.

## LA TRAGÉDIE DE L'ESPAGNE TRAGÉDIE FÉCONDE

Ce fut pour moi quelque chose de terriblement angoissant que la lecture du livre de Claude Bowers « My Mission to Spain » (Ma Mission en Espagne), publié récemment, sur la naissance et la mort de la République espagnole. Dans ce livre, j'ai vécu de nouveau les scènes qui symbolisent de la façon la plus dramatique la tragédie de notre temps : la mortelle agonie de notre monde que, consciemment ou inconsciemment, nous avons tout vécu et que nous avons aussi partagée.

Mr. Bowers, historien éminent, arriva en Espagne comme ambassadeur des Etats-Unis en 1933, la première année de la présidence de Franklin Roosevelt. Il a été témoin des premiers pas de la jeune république, de ses hésitations et de ses incertitudes. Il assista à l'assassinat de la république perpétré par les forces de Mussolini et de Hitler — un assassinat qui n'a pu triompher que grâce à la complicité et à la honteuse hypocrisie des trois grandes puissances : l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, qui toutes les trois refusèrent au gouvernement légitime d'Espagne le droit d'acheter des armes pour sa défense et même la livraison des armes qu'il avait déjà achetées, tandis que les dictateurs fascistes tentaient, dans la chair du peuple espagnol, l'assaut final à la liberté humaine, qui devait suivre peu après.

Pendant six ans, Mr. Bowers nota dans son « Journal » tous les événements. Il peut maintenant, depuis sa retraite du service diplomatique, publier en toute liberté cette vérité inattaquable et accusatrice.

Dès la première menace de la contre-révolution lancée pour annuler l'effort démocratique de l'Espagne, Mr. Bowers avait vu très clairement ce qui devait arriver : Franco représentait un mouvement de caractère général, une force universelle de destruction de la liberté humaine. L'ambassadeur adressa à ses chefs de Washington, au président et au secrétaire d'Etat, d'innombrables notes dans ce sens, dans lesquelles il avertissait le gouvernement américain et le suppliait de se séparer d'un pacte-suicide de « non-intervention »

conclu entre la France et l'Angleterre, qui livrait le peuple espagnol, sans la moindre défense, aux canons, aux armes et, finalement, aux raids aériens des fascistes. Ces rapports restèrent ignorés. Quand on lit le récit de Mr. Bowers, on est tenté de crier à son auteur : pourquoi n'es-tu pas rentré à Washington pour exposer de vive voix ton message ? Il est clair, hélas ! que ce geste serait demeuré inutile : l'ambassadeur aurait perdu son poste pour avoir osé tenter de changer la destinée.

Ce fut seulement lorsque le peuple espagnol, trahi, succomba — la proportion d'avions, de canons, de tanks et de grenades étant, non de « quatre contre un », mais de « dix contre un » — et que Mr. Bowers rentra à Washington que les hauts fonctionnaires de l'Angleterre et des Etats-Unis, et à leur tête le président Roosevelt lui-même, furent obligés d'avouer : « Nous nous sommes tous trompés ». Il était trop tard. Quelques mois après la chute de Barcelone — l'aviation de Hitler survolant la ville et les légionnaires de Mussolini défilant tout fiers par les « ramblas » —, la Pologne fut attaquée et alors commença le grand assaut fasciste. Les bombes qui tombèrent sur Madrid montrèrent le chemin à celles qui tombèrent ensuite sur Londres et Liverpool. L'écrasement de la jeune République espagnole prépara celui de la République française. Les tortures des Basques innocents de Guernica ont été la préface des camps de concentration et des fours crématoires où les nazis ont assassiné des millions de Juifs, de Slaves et autres peuples « inférieurs ».

En face de ce spectacle de terrible injustice, il est facile d'accuser hâtivement. Il est facile d'accuser Chamberlain, premier ministre de l'Angleterre, et Léon Blum, premier ministre de la France, de n'avoir pas vu dans les machinations de Hitler et de Mussolini une menace contre eux-mêmes. La seule chose dont les Espagnols avaient besoin était des armes, et ils avaient le droit de les avoir, conformément aux lois internationa-

les. Même sans armes, ou avec des armes tellement insuffisantes que jamais elles ne leur permettent de prendre l'offensive contre les mercenaires ennemis, ils résistèrent pendant près de trois ans. Il est facile d'accuser le président Roosevelt et le secrétaire d'Etat Hull d'aveuglement mental, de n'avoir pas compris et de n'avoir pas expliqué au peuple américain, comme ils auraient pu le faire, que l'embargo sur les armes imposé à l'Espagne préparait les batailles de Londres et de Pearl Harbour. Plusieurs parmi nous avions déjà dit cela chaque jour, partout, à Washington ; mais nous parlions comme simples individus, et les hauts fonctionnaires de la nation ne nous écoutaient pas. Il est facile de souligner la « gentillesse » sentimentale et, par la suite, le suicide des leaders libéraux espagnols, avec le gentilhomme M. Azana à leur tête, qui permirent aux fonctionnaires réactionnaires de rester à leurs postes, d'où ils préparaient l'insurrection, se rendant en avion à Rome et à Berlin pour consulter les chefs nazis et fascistes, tandis que de temps en temps d'autres s'entretenaient à l'intérieur du pays avec les voraces propriétaires fonciers et les industriels, ennemis mortels de la république.

Après les élections de février 1936, il était encore temps d'éviter la catastrophe. Il est donc facile d'accuser les « Cortes » de n'avoir pas resserré les liens avec la France et l'Angleterre en établissant des pactes de défense mutuelle qui auraient intimidé et arrêté les nazis et les fascistes, et de les accuser de n'avoir pas accéléré la réforme agraire qui aurait permis de retirer aux grands propriétaires leurs richesses et leur puissance avant qu'ils aient eu la possibilité de les employer contre le peuple. Et par-dessus tout, il est facile de souligner l'ironie amère de la fausse accusation selon laquelle la république était communiste. Dans des « Cortes » qui comptaient presque cinq cents députés, il y avait seize communistes !

Le général Miaja m'avait dit à une certaine occasion : « La Russie nous a fait payer le double pour chaque grenade et pour chaque avion qu'elle nous a vendus ; quelquefois en or et d'autres fois en avantages politiques. Et les armes qu'on nous vendait ne nous suffirent jamais. »

La vérité est que la République espagnole fut nettement et sincèrement anticommuniste jusqu'à la chute du gouvernement présidé par Largo Caballero (mai 1937). Et si le président Negrin, qui n'était pas non plus communiste, a été obligé de s'incliner fréquemment devant Moscou, cela fut pour la raison que les alliés naturels de l'Espagne (la France, l'Angleterre et les Etats-Unis) l'avaient abandonnée. En outre, ce que ces gouvernements craignaient n'était pas le communisme, mais l'esprit libéral et socialiste de la république. Le seul véritable ami qu'a eu la République espagnole a été le Mexique, à l'époque où il était gouverné par le grand Américain Lazaro Cardenas.

Mais si nous continuions à faire revivre ce genre de considérations, nous sentirions que notre cœur déborde d'angoisse et de haine. Et quand nous constatons dans le monde d'aujourd'hui les mêmes bêtises, les mêmes trahisons qui ont condamné la République espagnole, et qui nous conduisirent à la dernière guerre mondiale : le refus des Etats-Unis de reconnaître la Chine communiste, leur attitude insultante à l'égard de l'Italie, alors qu'on favorise la résurrection des forces réactionnaires en Allemagne, la réapparition de la politique du « garrot » et de la « diplomatie du dollar » au Guatemala, le maccarthysme, etc., nous nous sentons envahis par ce sentiment toujours stérile qu'est le désespoir.

Il est plus fécond et d'une plus grande valeur

de voir dans la tragédie de la République libérale espagnole les premières hésitations provoquées par le manque de maturité de l'homme, quand celui-ci marche à tâtons vers la liberté sociale. Les chefs républicains espagnols se trouvèrent à partir de 1933, en face d'une quantité de problèmes qu'ils n'eurent pas le temps de dominer. Ils hésitèrent, et les réactionnaires profitèrent de leurs hésitations. La réaction était sûre d'elle-même, car ce qu'elle souhaitait était la mort, cette mort qu'est le passé, tandis que les forces progressives cherchaient la vie, symbolisée par l'avenir. C'est là justement la situation du monde actuel. Et cela fut aussi la condition de l'Europe, au moment où sa peur et ses passions, son manque de maturité rendirent inutile l'effort de l'Espagne.

C'est le manque de maturité politique et économique d'un peuple aussi complexe que le peuple italien qui le mit dans les mains affolées de Mussolini. C'est le manque de maturité émotionnelle et politique des Allemands qu'exprima Hitler et qu'il exploita avec un génie diabolique. C'est le manque de maturité politique du travaillisme britannique — au moment où l'Angleterre sortait du monde du XIX<sup>e</sup> siècle au cours duquel elle avait vendu ses marchandises sans presque trouver de concurrents — qui rendit possible que le fat et insupportable Chamberlain puisse jouer le rôle de « leader ». (Une grève générale de 24 heures, comme signe de protestation en Angleterre, aurait suffi pour l'obliger à en finir avec l'hypocrite et mortel « pacte de non-intervention ».) C'est le manque de maturité morale et spirituelle de la France qui laissa M. Léon Blum abandonné et éploré quand les classes réactionnaires françaises et les menaces des « Tories » anglais l'empêchèrent d'envoyer en Espagne les armes et les munitions que celle-ci avait achetées et même payées leur pesant d'or. C'est, enfin, notre manque de maturité à nous Américains qui rendit possible que notre Sénat votât la loi d'embargo, dont le but était d'empêcher les spéculations sur le matériel de guerre, mais qui fut appliquée contre nos frères, les républicains espagnols, qui luttaient pour leur vie et aussi pour la nôtre. Même le président Roosevelt fut impuissant contre ce manque de maturité, puisqu'il le souffrit !

Le désir conscient des hommes de transformer leurs valeurs humaines et divines dans un « ordre social » agissant est très récent. Il n'a été possible que depuis les progrès de la machine, ce serviteur potentiel universel, capable de mettre fin à l'assujettissement humain, sur lequel se sont fondées toutes les anciennes cultures. Mais ceci est un problème de croissance, et aucune nation, même la plus « avancée », ne l'a encore résolu. Les échecs de l'Occident au cours des deux dernières décennies — guerres, injustices sociales, craintes malades et armements — ne sont que des symptômes de ce fondamental et radical manque de maturité.

Dans la perspective du manque de maturité sociale et morale de l'homme, les tragédies comme celle de l'Espagne, comme les deux guerres mondiales, les camps de concentration des nazis et des Russes sont autant d'épisodes de la période de tâtonnements que nous devons accepter et qui est encore très loin d'avoir atteint le sommet de sa courbe ascensionnelle.

C'est un nouvel homme qui est en train de se former, une nouvelle humanité. Le monde se trouve à présent dans le laborieux effort d'un accouchement qui, comme tel, est toujours douloureux et sanglant. Dans cette perspective, la tragédie de l'Espagne constitue une glorieuse création.

WALDO FRANK.

# LE DRAME MAROCAIN

Celui qui n'aurait pas vu le Maroc depuis dix ans serait certainement dérouté par son nouvel aspect.

A Casablanca, les gratte-ciel ne se comptent plus, des bâtiments comme la poste qui faisaient figure de monuments il y a quelques années sont devenus vieillots et désuets ; des villes entières comme Agadir ont littéralement jailli du sol et avec un urbanisme largement conçu : le boulevard front de mer d'Agadir pourra mépriser la promenade des Anglais de Nice qu'nd ses palmiers auront poussé ; Marrakech est méconnaissable. De grands secteurs du Maroc ont été ainsi remaniés et il est certain qu'aucun retour en arrière n'est désormais possible. Ce pays a été lancé sur la voie de la vie occidentale et il n'est plus question de le retenir.

Mais comment a pu se réaliser ce prodige et quelles seront les conséquences de ce bouleversement ?

L'époque d'insécurité financière qui a suivi la guerre a dirigé sur le Maroc français et sur Tanger, où des banques françaises se trouvaient organisées, des capitaux considérables qui n'aspiraient qu'à bénéficier de différences de change qui ne se sont pas réalisées. A la suite de pressions administratives et bancaires, ces capitaux durent s'investir partiellement dans le pays. Le goût français pour la propriété bâtie ouvrit un champ d'activité acceptable à ces capitaux, et ce fut un rush vers la construction alors que la métropole se contentait d'établir des cabanons pour ses travailleurs, qui avaient pourtant les moyens de supporter des loyers normaux.

Il nous faut désarticuler le mécanisme de ces opérations pour comprendre le Maroc actuel.

Deux forces pèsent vers le Maroc : d'une part, des capitaux d'épargne cherchant à s'investir, et qui furent employés à des spéculations de terrains urbains, à des constructions ou à des achats de titres ; d'autre part, les « pieds noirs », c'est-à-dire les colons d'Algérie, qui cherchent toujours de nouvelles terres où s'étendre.

Ces deux intérêts se coalisent, car les financiers et les entrepreneurs ont besoin de main-d'œuvre à bas prix pour assurer la rentabilité de leurs constructions, et le « pied noir », cette pourriture de l'Afrique du Nord, ne veut pas manquer une occasion de faire main basse sur des terres dont les habitants seront refoulés vers les villes pour fournir la réserve de main-d'œuvre aux entrepreneurs.

Les premiers animateurs de ces opérations rencontrèrent un obstacle dans Erik Labonne, résident progressiste, un peu poète, mais d'une probité indiscutable (ce qui est toujours gênant à la colonie) et désirant la grandeur de la France et l'équilibre de l'empire. Il avait un des premiers compris que, pour assurer la présence française, il fallait attacher le Marocain à sa terre et l'aider à en tirer le meilleur profit, mais il n'avait pas compté avec les « pieds noirs », qui, eux, voulaient la terre, et qui disposaient d'hommes de main comme Juin, ce maréchal pour colons, et le général Duval, le plus odieux des criminels de guerre, dont la présence sur le sol africain est une provocation permanente et intolérable du colonialisme français.

L'organisation montée par Erik Labonne pour l'amélioration du paysan indigène fut donc pulvérisée, les crédits suspendus, Erik Labonne éjecté ; Juin, l'homme de Hitler, fut nommé résident général, les terres marocaines furent mises au pillage avec ou sans prétextes et, aujourd'hui, les bonnes

terres cultivables, d'Oujda à Rabat, et de Rabat à Marrakech, sont, dans leur plus grande partie, entre les mains de colons qui ont procédé à leur équipement mécanique et réduit au chômage les anciens propriétaires. Dans le Sous, 4.000 hectares ont été dernièrement attribués aux Germains Branthomme, colons algériens, au préjudice des tribus indigènes qui ont été chassées des lieux.

Ces agissements ont donné le Maroc actuel, dont un aspect au moins indignerait même Lyautey : la misère indigène. Il y a dix ans encore, les Marocains, au Maroc, avaient un certain caractère : habillement correct, burnous blanc. Actuellement le Marocain est en haillons, les enfants affamés pullulent dans le quartier français de Casablanca à la recherche de chaussures à cirer, et la prostitution, qui était invisible, s'étale impudemment de jour en jour.

Autour des quartiers européens de Casablanca, 800.000 indigènes, le dixième de la population du pays, ont été refoulés dans les médinas et les bidonvilles. Moins de 50.000 d'entre eux travaillent, une crise s'étant produite dans la poussée européenne. Que font les autres ? « Mystère ! », vous disent les occupants. Non, il n'y a pas de mystère ; ils crévent pour la plus grande part, entassés dans des cabanes puantes ou troués par les mitrailleuses lourdes qui hurlent à la mort lorsque les provocateurs ont pu monter un coup. La presse française annoncera 15 morts, comptez-en 2.000. A la frontière des quartiers arabes et français, l'armée monte la garde.

La misère de cette masse indigène est incroyable. La place de France à Casablanca sépare l'ancienne médina (ville arabe) de la ville française. Les Français ont caché de la vue la ville arabe par des panneaux de plus de 30 mètres de hauteur qui se succèdent sur des centaines de mètres. Pas un mètre n'est ouvert dans le parcours de ces panneaux, dont certains sont si proches des maisons arabes que celles-ci sont privées d'air. Qui oserait donc parler du racisme des Français ? Ces honnêtes gens, ces hommes de cœur !

Le déploiement de forces à Casablanca est tel que les Français ne peuvent rien craindre, mais si le bled craque, alors les colons passeront à la casserole. Si l'armée se rend dans les bleds, les villes se soulèveront. Tel est le dilemme.

Les questions dynastiques n'ont pas l'importance que les partis français de gauche et de droite lui accordent. Des dizaines de Marocains, et de toutes conditions, ayant été entendus, il en résulte que le sultan c'est « comme rien » ; ce n'était qu'un point de rassemblement. En monarque soucieux de sa dynastie, il a marché dans le sens de l'orientation de son peuple pour ne pas être atteint de la fétrissure des « Quisling » ; son désir était la disparition de la souillure colonialiste. Les Marocains ne s'y trompent pas.

L'hostilité des Marocains aux Français est de 100 %. Des preuves ? Cherchez dans tout le Maroc, quinze jours durant et plus **un seul Marocain la cigarette aux lèvres !** Car, comme l'on sait, le tabac, parce que principale ressource fiscale du protectorat, est boycotté.

Le système colonialiste de défense est enfantin : la force. La force ! c'est le leitmotiv que l'on entend partout chez les occupants, mais ils pleurnicheront, comme ils le font en Indochine, si un jour ils ne sont plus les plus forts.

Pour l'instant, la force consiste à tenir les villes européennes au moyen de troupes métropolitaines, ou de la légion étrangère, et à laisser la garde du bled aux grands caïds, du genre de ce voyou de Glaoui ; ceux-ci n'étant que de moins en moins contrôlés, mais disposant de l'appui des forces françaises, le Marocain est non seulement spolié de sa terre par les « pieds noirs », rançonné pour le bakchich par les pachas, qui n'ont plus à ménager un certain équilibre local comme avant l'occupation française, ni à redouter une autorité supérieure tout en étant assurés de l'appui de la soldatesque colonialiste.

Ces pachas qui n'étaient en fait que des fonctionnaires du sultan s'enflent au fur et à mesure que la France rencontre davantage de difficultés. On donne des interviews, on enferme sans jugement les protestataires, même si les motifs ne sont que municipaux ou de droit commun, on reçoit des télégrammes de servilité d'organisations comme « la présence française », etc. On dicte ses volontés au gouvernement de la République avec, en sous-entendu : « Je puis toujours passer à la dissidence... »

Et pendant ce temps, si les « pieds noirs » se sont emparés de biens apparemment sûrs — les terres — les capitaux français sont en débâcle. La plus grande partie des sociétés ont vu leurs actions baisser de 80 % et plus, les palaces sont vides à 90 %, le tourisme fuit le Maroc, 80 % des voitures qui roulent à Casablanca sont incomplètement payées, et la haine implacable de ceux qui ont été trompés par l'hypocrisie du colonialisme et spoliés de tout ne cesse de croître. Et leurs enfants sont élevés dans un désir de vengeance qui assombrit les jours à venir.

En somme, le drame marocain, comme celui de l'Algérie, de la Tunisie et bientôt de l'Afrique Noire, est un problème de personnes déplacées, dû à l'expropriation rurale des paysans qui ne sont en outre aucunement préparés à d'autres tâches.

Et quel remède le bla-bla-bla officiel propose-t-il ? De grands travaux d'équipement pour le paysan indigène et pour les Ponts-et-Chaussées. Ceux qui font ces promesses, comme M. Mitterrand, par exemple, savent pertinemment que personne n'y croit, mais, quand même, cela entretient la conversation !

On posera des premières pierres, et on fera des bouts de pistes. Car, pour le reste, les caisses sont vides ; les fonds d'investissements ont été mis dans les usines pléthoriques ou dans les constructions inhabitées de Casablanca et d'autres villes, ou chez les colons. Il n'en reste plus, et les baisses que subissent ces investissements ajoutées à l'insécurité n'encouragent pas les prêteurs.

Quant aux budgets, ils sont en déficit. Et les Américains ne veulent plus payer, de peur qu'on ne les prenne pour des poires.

Autrefois, en France, tout finissait par des chansons, c'était la belle époque ; maintenant, ça finit par des discours. On promet, on affirme et on recommence. Si les indigènes se révoltent, on leur dira : « Mais c'est incroyable, on vous avait pourtant promis ! »

La solution marocaine réside, elle aussi, dans la réforme agraire, et il en sera ainsi pour toute l'Afrique. C'est ce que les Belges ont compris au Congo, où ils donnent un merveilleux exemple. L'élevage et la terre aux indigènes, aidés par des moniteurs européens, s'il le faut ; la mine et l'industrie aux Belges ; et aucune entrave à l'éducation des autochtones.

La politique française, elle, se résume à ceci : demain on rase gratis, mais on tue le jour même !

Il faudrait être aussi naïf que les colons sont malhonnêtes pour imaginer un instant que l'administration française établira un cours nouveau. Donc,

dans un délai de quelques trimestres, le Maroc, comme toute l'Afrique, est destiné à être le théâtre d'une guerre féroce, implacable, comme en Indochine, et qui ne peut se terminer que de la même manière.

La métropole paiera une fois de plus de son sang et de ses deniers tous les frais de l'aventure, tandis que les gangsters nord-africains continueront leurs excitations et distribueront leurs flots de mensonges. A ce jeu, la France risque non seulement la ruine, mais l'invasion, parce que le niveau de vie de son peuple continuellement abaissé par le prix des brigandages coloniaux, qui ne profitent qu'à une pègre internationale, ouvre la porte au communisme.

Il est tout juste temps de se reprendre, d'instituer des poursuites contre les comités de pourrissement alimentés par les fonds secrets des colons, et de choisir entre la réforme agraire, la paix dans l'empire, le redressement de la France, et les colons et la fin de la France.

La subtilité de M. Mendès-France devient insuffisante ; quant à la nervosité et à l'incompétence de M. Mitterrand, elles ne sont plus de saison.

SINDBAD LE MARIN.

## CHOSSES D'AFRIQUE... FRANÇAISE

### LE VOL DES SALAIRES

A une récente assemblée générale des actionnaires des « Distilleries de l'Indochine », il fut question de la filiale africaine de cette société, l'O.L.A.F. Au cours de la discussion, le président de cette dernière, M. Bendemerred, dut avouer que les femmes indigènes chargées de la cueillette des olives n'étaient payées que 200 francs par jour alors qu'on leur faisait signer des reçus de 350 francs !

C'est de l'escroquerie pure et simple, de l'escroquerie publiquement avouée. Parions cependant que ses auteurs ne seront pas poursuivis et que les femmes indigènes ne toucheront jamais les 150 francs qu'on leur a fait sauter.

Mœurs coloniales !

### UNE PROPRIÉTÉ DE 35 MILLIARDS

L'un des plus gros propriétaires français de la Tunisie, sans doute le plus gros après la Société de l'Enfida, M. Cailloux, étant mort il y a quelques années, sa veuve met actuellement en vente la propriété.

Celle-ci est située dans la vallée moyenne de la Medjerda ; elle a de bonnes terres de plaine sur lesquelles il pleut relativement pas mal ; en outre, elle est équipée d'une manière ultra-moderne, entièrement mécanisée, avec tracteurs capables de labourer de nuit comme de jour, fermes reliées directement par embranchement particulier à la ligne de chemin de fer, etc.

Le prix que l'on en demande est de... 35 milliards (nous disons bien milliards, et non millions) !

35 milliards gagnés en une génération !

Ce qu'il a fallu faire suer le burnous !

# Notes d'Economie et de Politique

## POLITIQUE ABSURDE OU RECHERCHE D'UN PRETEXTE ?

Au moment où j'écris, le président des Etats-Unis vient d'obtenir du Congrès l'autorisation d'intervenir militairement en Chine, toute la flotte américaine du Pacifique croise au large de la côte chinoise, cependant que des renforts d'avions américains ont été dépêchés en toute hâte à Formose et que le Conseil de Sécurité est sur le point de se réunir. Lorsque paraîtront ces lignes, cette situation aura sans doute déjà fortement évolué. Il est cependant possible d'en envisager dès maintenant les conséquences générales.

Le premier effet des mesures prises par l'Amérique sera de pousser définitivement et à fond toute l'Asie dans les bras de Moscou.

L'Asie vient à peine de se délivrer du joug européen que Washington lui fait savoir qu'elle doit devenir une colonie américaine ! Eisenhower, Dulles, Radford proclament que Formose — qui est située à 11.000 kilomètres de l'Amérique — est indispensable à la sécurité américaine ! Et que la possession des Pescadores, de Matsu et de Quemoy — qui sont situées respectivement à 40, 120 et 190 kilomètres de Formose — sont indispensables à la sécurité de Formose ! Le continent chinois n'est, lui, qu'à quelques kilomètres de Matsu et de Quemoy, mais la possession de ces îles n'est évidemment pas nécessaire à la sécurité de la Chine, elle n'est nécessaire qu'à la sécurité de l'Amérique qui en est à 12.000 kilomètres !

C'est grotesque ! C'est abracadabrant !

Certes, les hommes politiques de tous pays nous ont habitués depuis toujours à des déclarations qui ne tiennent pas debout, mais je ne crois pas qu'ils aient jamais osé aller aussi loin dans l'absurde ! Il est vrai que l'Amérique a l'habitude de copier l'Europe en multipliant par 100 ou par 1.000 ; c'est ce qu'ils font actuellement dans le domaine de l'absurde.

Cependant, pour les Asiatiques, de telles grotesqueries ne prétent pas à rire, car ce qu'elles recouvrent n'est autre que la volonté de l'Amérique de gouverner l'Asie.

Si Quemoy et Matsu sont « indispensables » à la sécurité de l'Amérique, combien sera plus indispensable à la sécurité de ces îles la maîtrise du continent chinois qui n'en est qu'à une portée de canon ! C'est donc la Chine elle-même ainsi que tous autres territoires asiatiques, qui ne se soumettraient point à la volonté américaine, qui sont menacés par la nouvelle théorie de la « sécurité » élaborée par les Foster Dulles, Knowland et autres tenants de l'impérialisme américain.

Se soumettre ou être bombardée à coups de bombes atomiques, tel est le dilemme présenté à l'Asie par les *big business* américains et que le fantoche Eisenhower vient de lui transmettre.

Et c'est ce que toute l'Asie, certainement, comprend. Toute l'Asie, et pas seulement les communistes. Aussi bien l'Inde que la Chine, aussi bien les Indonésiens que les Vietnamiens.

Or il est impossible que les Asiatiques, qui

viennent, répétons-le, de faire l'expérience de plus de deux siècles de domination européenne et qui ne sont arrivés à se libérer que par une lutte héroïque et tenace de cinquante ans, acceptent de bon gré de ne s'être délivrés du joug anglais ou français que pour tomber sous le joug américain. Dès lors, ils résisteront, tous unis à part les mercenaires, et comme ils ne peuvent résister avec chances de succès qu'en s'alliant à Moscou, les voilà contraints, pour défendre leur indépendance, de devenir les fidèles de l'ennemi de Washington !

Aucune politique, donc, ne saurait être pire que celle présentement suivie par l'Amérique. Lorsque, il y a sept ans, la France contraignait les Vietnamiens à faire la guerre pour se libérer d'elle, elle jetait le Viet-Minh dans les bras de Staline ; c'est toute l'Asie que l'Amérique, aujourd'hui, en s'installant dans le Sud-Est asiatique, à Formose et à Saïgon, jette dans les bras de Malenkov. La décision que vient de prendre la Maison Blanche est exactement le pendant, mais sur une échelle bien plus vaste, de l'attaque française de novembre 46 sur Haïphong, et elle entraînera, à une échelle considérablement agrandie, elle aussi, les mêmes conséquences.

L'Asie aux Américains soulèvera l'Asie contre l'Occident, comme l'Indochine aux Français souleva les Vietnamiens contre la France.

Il n'était qu'un moyen de maintenir l'Asie dans le camp de l'Occident, qu'un moyen de se faire de l'Asie un partenaire dans la lutte contre Moscou, ou tout au moins de s'assurer sa neutralité, c'était de s'abstenir rigoureusement de toutes interventions en Asie, sauf celles, bien entendu, qui auraient résulté, comme l'intervention en Corée, de l'application d'un principe général : l'aide de tous les pays à celui d'entre eux qui est victime d'une agression. C'était, en effet, le seul moyen de faire oublier à l'Asie sa haine contre le colonisateur blanc.

« Hands off of China ! » (« Levez vos mains de dessus la Chine » ), tel était le mot d'ordre que proclamaient les internationalistes britanniques aux lendemains de la première guerre mondiale, lorsque certains Européens tentaient de consolider ou d'étendre les positions qu'ils occupaient en Chine ; « Hand off of Asia ! », tel est le mot d'ordre qui doit être maintenant celui des internationalistes de partout.

Que l'Asie fasse elle-même, et comme elle l'entend, ses propres expériences ! Qu'elle fasse même, si elle y tient, l'expérience de Moscou ! C'est le seul moyen de la dégoûter du moscovisme. Tout ce qui tend à la préserver, par la force, de Moscou ne peut que la rejeter vers Moscou. Le Kremlin, où l'on a un autre sens des réalités profondes qu'à la Maison Blanche et à Wall Street, a dû illuminer le jour où fut connu le message d'Eisenhower.

La politique d'Eisenhower est donc totalement stupide, à moins...

A moins que faisant fi de toute politique à longue échéance, l'Amérique ne voie dans l'intervention sur les îles côtières chinoises que le moyen d'aboutir à un résultat immédiat : la guerre mondiale. Déclencher la guerre mondiale

tout de suite, faire dès maintenant ce qu'on a coutume d'appeler une « guerre préventive ».

Dans l'un des tout premiers numéros de la nouvelle série de la « R.P. », j'indiquais qu'un peuple ne peut pas vivre dans la peur, qu'en conséquence, le jour où les Américains auraient réellement peur de la Russie, c'est-à-dire le jour où ils sauraient que la Russie allait prochainement être à même de lancer sur leur pays une attaque atomique massive, ils essaieraient, à peu près certainement, de se délivrer de leur peur en prenant eux-mêmes l'initiative de l'attaque.

Or ce jour est venu, ou, en tout cas, il est très proche. Il a plus tardé que nous ne le pensions il y a sept ans, du fait que les révolutions techniques qui se sont produites dans l'armement, notamment la substitution des avions à réaction aux avions à hélice, d'abord dans la chasse, puis dans le bombardement, ont permis à l'Amérique de conserver son avance technique sur la Russie et de rester ainsi à l'abri de la peur.

Mais cette avance tend aujourd'hui à se réduire considérablement. La Russie a maintenant une flotte d'avions de chasse à réaction qui équivaut largement à celle de l'Amérique et elle possède des prototypes d'avions de bombardement à réaction qui valent ceux de l'Amérique ; le jour où elle sortira suffisamment de ces derniers des chaînes de fabrication, elle sera en mesure — sauf si survenait d'ici là une révolution technique dans les moyens de défense — de lancer l'attaque redoutée. Celle-ci n'apparaît donc plus comme quelque chose d'hypothétique et de lointain, mais comme une menace présente, une menace pour se préserver de laquelle on ne dispose plus que de très peu de temps, et pour se préserver de laquelle il n'est d'autre moyen que de prendre les devants.

C'est pourquoi, plus ou moins consciemment, quoi qu'elle dise, et peut-être même quoi qu'elle veuille, la politique américaine s'oriente présentement vers le moyen de trouver l'occasion de lancer une guerre préventive. C'est sous cet angle, à ce deuxième point de vue, qu'il faut juger la décision d'Eisenhower d'intervenir sur les côtes chinoises.

Je ne veux point discuter ici de la « moralité » ou de l'« immoralité » de la guerre préventive. Ce qui est sûr, c'est qu'en se plaçant uniquement à un point de vue rationnel à priori, on ne peut la qualifier d'absurde, mais ce que je voudrais faire remarquer, c'est qu'on ne peut pas faire une guerre simplement parce qu'on la désire. Même pour le déclenchement d'une guerre, il faut tenir compte de la volonté de l'adversaire. Il faut que celui-ci accepte qu'elle soit déclenchée. Car sinon, s'il ne veut absolument point de la guerre, il trouvera toujours le moyen de se dérober malgré toutes les provocations. Et cela lui sera tout particulièrement facile lorsque, comme dans le cas présent, l'adversaire a des alliés froussards qui le tirent par toutes ses basques.

Quel que soit le désir du Pentagone de déclencher la guerre dès maintenant, l'intervention américaine aux Tachen n'entraînera donc la guerre que si le Kremlin veut bien faire la guerre. Or le Kremlin n'acceptera la guerre que s'il est prêt à la faire. Et, par suite, cette guerre ne sera plus une guerre préventive mais une guerre tout court.

Si, au contraire, ainsi qu'il me paraît probable, l'aviation de bombardement russe n'est pas encore tout à fait prête pour la guerre, il n'y aura pas de guerre, de guerre véritable, de guerre décisive, tout au plus quelques actions

locales qui ne modifieront point les forces respectives des adversaires et n'empêcheront pas la Russie de continuer, sans ralentissement, sa préparation à la guerre véritable.

Le but recherché par l'Amérique n'aura donc pas été atteint. Par contre, les Américains ayant été nettement les provocateurs dans l'affaire, étant apparus comme tels aux yeux de tous, non seulement aux yeux des Asiatiques mais même à ceux des Européens, il sera facile aux Russes et aux Chinois de présenter la manière dont ils auront esquivé le conflit comme dictée uniquement par leur désir de paix. Et il ne sera plus possible de se contenter d'éclater de rire lorsque Moscou se targuera d'être l'apôtre de la paix et dénoncera Washington comme le fauteur de guerres !

La situation qu'avaient créée l'invasion des pays de l'Est européen, le blocus de Berlin, l'agression coréenne, pour ne citer que les faits principaux, sera donc inversée. C'est l'Amérique maintenant qui se crée, par la force, un « glacis » de « satellites », c'est elle qui provoque, c'est elle qui attaque, tandis que Moscou et ses amis limitent leurs ripostes au minimum — par amour de la paix — et font tout pour ne point étendre le conflit !

Les positions morales respectives de l'Amérique et de la Russie vont donc se trouver inversées.

Et ne vous écriez pas, surtout, que les positions morales n'ont pas d'importance ! Ce sont les impondérables de cette sorte qui décident bien souvent du sort de l'humanité, car la morale n'est que l'expression des besoins les plus profonds d'une époque.

Mais c'est là ce que les hommes d'affaires, habitués professionnellement à ne manier que les facteurs les plus superficiels des choses, sont incapables de comprendre, et ce qui fait qu'ils sont de si piètres politiques. Et c'est ce qui fait que la politique américaine, étant dirigée depuis deux ans par les *big business*, est présentement une politique si piètre !

## EN AMERIQUE CENTRALE DULLES A FAIT MACHINE EN ARRIERE

Il y avait en Amérique centrale deux pays qui n'étaient point soumis à des régimes totalitaires : le Guatemala et le Costa Rica.

Du fait précisément que ce n'étaient point des dictatures, leurs gouvernements reflétaient plus ou moins les aspirations de leurs peuples, dont la première est de se libérer de l'emprise politique des Etats-Unis et de la domination économique du trust américain spécialisé dans l'exploitation de l'Amérique centrale : l'*United Fruit*.

On sait ce qu'il est advenu du Guatemala. Sous le prétexte qu'il y avait au Guatemala quelques milliers de communistes (infiniment moins, proportionnellement, que ce qu'il y en a en France ou en Italie) et qu'ils avaient une assez grande influence au sein de la classe ouvrière (pas plus qu'en France ou en Italie), Washington mit au pas, par les moyens que l'on sait, ce petit pays qui avait le front de ne pas vouloir être son satellite.

Restait le Costa Rica.

Là, pas trace de « communisme », les quelques Costaricains se réclamant du communisme étant dans l'opposition. Pas trace non plus de volonté d'« agression », les Costaricains, peuple

éminemment pacifiste, ne voulant même point avoir d'armée. Mais leur président, Figueres, avait la prétention, lui aussi, de demeurer indépendant du Département d'Etat. N'avait-il pas eu, d'ailleurs, l'audace d'envoyer à un périodique newyorkais une lettre affirmant le non-communisme du régime d'Arbenz au Guatemala, et celle de refuser d'envoyer un délégué à la dernière conférence panaméricaine de Caracas, convoquée par Washington, pour la raison qu'une telle conférence ne pouvait servir à rien ? Bien plus ! ne cherchait-il pas, lui aussi, bien que par des moyens moins rudes que son voisin quatémalteque, à obtenir de l'*United Fruit* qu'elle renoncât à quelques-unes de ses terres ?

C'était intolérable ! Démocratie, Indépendance politique, Réforme agraire sont des slogans qui sont réservés uniquement à l'exportation. Dans cette chasse gardée qu'est l'Amérique centrale pour les Etats-Unis, sinon ces mots, ces choses, au moins, doivent être rigoureusement bannies. Donc, après le Guatemala, Costa Rica devait sauter. Et le fidèle séide de Washington, le dictateur du Nicaragua, aidé du non moins fidèle dictateur du Venezuela, devait se charger de l'opération.

Le scénario était le même qu'au Guatemala. Quelques centaines d'aventuriers, dirigés par quelques Costaricains évincés par le nouveau régime, vivant au Nicaragua et armés par lui, franchissaient la frontière pendant que des avions fournis par le Venezuela venaient jeter la terreur parmi les habitants des villes et des villages de ce peuple paisible d'antimilitaristes.

Mais, à peine commencée, l'opération a craqué. Washington fit brusquement machine en arrière, et, dans la crainte d'être débordé, le Département d'Etat fut le premier à aider les Costaricains à repousser l'envahisseur en leur fournissant quatre avions.

Les raisons de cette volte-face sont sans doute fort claires pour ceux qui sont sur place. D'ici, l'on en est réduit aux conjectures.

Est-ce que certains pays de l'Amérique du Sud et le Mexique ont témoigné d'un tel mécontentement que si la conférence demandée des ministres des Affaires étrangères des pays américains s'était tenue, les Etats-Unis n'auraient pu être sûrs d'y imposer, comme à l'ordinaire, leur volonté ?

Est-ce que la situation dans l'Amérique centrale elle-même, où, vers le même moment, se produisait le meurtre du dictateur du Panama et un nouveau soulèvement contre le régime dictatorial quatémalteque, est apparue comme trop tendue pour qu'il soit possible de tirer davantage encore sur la corde ?

Est-ce que l'enthousiasme montré par tous les éléments de la population costaricaine pour la défense de leur régime démocratique a refroidi l'ardeur, et des conjurés et de leurs inspirateurs ?

Est-ce, enfin, que l'existence d'un Congrès démocrate incite maintenant Eisenhower à la prudence ?

Je ne sais.

Mais ce qui est bien certain c'est que si une opération comme celle-là, survenant si peu de temps après celle toute semblable du Guatemala, avait été poussée jusqu'au bout, elle n'aurait pu que démontrer au monde que les accusations de « communisme » lancées contre le Guatemala n'avaient été qu'un prétexte, et que pour la satellisation de ses voisins Washington n'a rien à envier à Moscou.

## IL N'Y A PAS EU, ENCORE, DE « VENDREDI NOIR »

Nous indiquions, le mois dernier, que le début d'emballlement des cours à la Bourse de New York donnait l'impression d'un de ces débuts de booms qui sont traditionnellement annonciateurs des crises.

Or, pour l'instant, ce boom est enrayé.

L'Etat américain l'a, en effet, jugulé dès le début. Dès le 4 janvier au soir, les Banques de réserve fédérales (à peu près l'équivalent de notre Banque de France) utilisaient un droit qui leur avait été conféré en 1934, portant de 50 à 60 % le pourcentage des fonds qui devaient être versés aux agents de change par ceux qui achetaient des titres en Bourse avec l'intention de les revendre rapidement (l'équivalent de nos acheteurs à terme).

L'effet fut immédiat. Dès le lendemain, les cours s'effondraient, mais sans entraîner de panique et sans que leur effondrement se poursuivît, la Bourse reprenant bientôt son allure normale de hauts et de bas. La spéculation à la hausse était donc jugulée, sans que cela ait déclenché une crise.

Cette intervention de l'Etat dès le début du boom est d'autant plus à souligner qu'elle est en parfait contraste avec l'attitude que les autorités de Washington avaient adoptée durant la période qui précéda la crise de 29. Hoover venait alors d'être élu président des Etats-Unis et il ne se souciait point d'inaugurer sa présidence par une crise. Dès lors, malgré l'emballlement des prix, tant ceux des matières premières que ceux des valeurs de Bourse, il se refusa durant près d'un an à permettre la réduction des fonds mis par les banques à la disposition des agents de change — c'est-à-dire à la spéculation — dans la crainte qu'un arrêt dans l'augmentation de ce pactole d'argent à bon marché ne déclenche la crise. Ce n'est que lorsque les choses eurent pris un développement tel qu'il n'y avait absolument plus moyen de laisser l'emballlement se poursuivre qu'il se résigna, à son corps défendant, à mettre le hola ! Et ce fut alors, le lendemain, le « Vendredi noir ». Alors qu'aujourd'hui on a arrêté le boom dès sa naissance, on le laissa se poursuivre, en 29, jusqu'au-delà des limites acceptables.

Que cette politique de Hoover ait été la raison pour laquelle la crise de 29 figure parmi les plus graves de celles qui frappèrent le régime capitaliste, me semble bien probable.

Mais l'existence même des crises est due évidemment à des raisons plus profondes (1). Et l'on peut se demander si la politique d'intervention à l'origine que viennent de pratiquer les Banques fédérales, et qu'elles sont sans doute appelées à renouveler le cas échéant, évitera une nouvelle crise, ou bien si elle aura simplement pour résultat de rendre la crise moins grave.

En tout cas, il est certain que les facteurs économiques qui produisent les crises n'ont point été supprimés par cette simple diminution du pourcentage des prêts et qu'à nouveau ils produiront des effets de boom que les Banques fédérales auront à juguler de nouveau jusqu'à ce que, finalement, une dernière jugulation déclenche la crise, à moins que ces facteurs ne disparaissent auparavant d'eux-mêmes, pour des raisons indépendantes de l'action des banques.

R. LOUZON.

(1) Sur ces raisons, voir la « R.P. » du 5 mars 31.

# Où en sont les salaires des métallurgistes français

Il ne faut pas perdre de vue que dans l'action syndicale revendicative, en 1955 tout comme dans les années d'avant guerre, la Métallurgie constitue l'industrie-pilote. Le succès ou l'insuccès des luttes revendicatives dans la métallurgie influe sur les autres branches professionnelles. Les augmentations de salaires ou les conventions passées dans les industries des Métaux en déclenchent d'autres. Plusieurs dispositions légales, plusieurs statuts de « nationalisés » ou de « semi-nationalisés » font référence au salaire de base de la Métallurgie parisienne.

## L'absence de rémunération garantie

Dans la petite étude parue dans la R.P. de décembre dernier, nous indiquions que malgré la loi du 11 février 1950 rendant aux salariés et employeurs la libre discussion et fixation des salaires dans le cadre d'accords contractuels ou de conventions collectives, rien de sérieux n'avait été réalisé. Cela, parce que la puissance du syndicalisme ouvrier est indispensable pour arriver à quelques résultats. Le patronat de la Métallurgie n'a toujours fait des concessions que sous la contrainte.

Même les mesures prises par les gouvernements (opérations sur le salaire minimum légal) pour aboutir à une certaine relance ne pouvaient donner des résultats.

Après la revalorisation du S.M.I.G. en septembre 1951, porté à 100 francs par le gouvernement Plevin, dans 90 pour cent des cas il n'y eut pas d'accords contractuels de salaires dans nos régions métallurgiques tant les positions patronales et les positions ouvrières étaient éloignées sur les raccourcissements afférents aux différentes catégories professionnelles. Il n'y eut pas plus d'opérations de ce genre après les deux revalorisations bâtarde du salaire minimum intervenues en février 1954 : 15 francs et en octobre 1954 : 6 fr. 50. Depuis septembre 1951 les salaires de base, plus communément appelés par nous MINIS GARANTIS sont donc fixés unilatéralement par les patrons ou par leurs chambres syndicales régionales. Des « recommandations » de ces organismes se substituent aux accords contractuels ou aux conventions collectives.

A titre indicatif, voici ce que donne la dernière recommandation de la Chambre patronale de la Métallurgie de Paris en date du 22 octobre 1951 :

	Taux horaire
Manœuvre ordinaire (M1) .. .. .	103 fr.
Man. de Force ou Adapté (M2) .. .. .	106 fr.
Ouvrier Spécialisé (OS1) .. .. .	110 fr. 40
Ouvrier Spécialisé (OS2) .. .. .	116 fr. 20
Ouvrier Professionnel (OP1) .. .. .	127 fr. 70
Ouvrier Professionnel (OP2) .. .. .	141 fr. 50
Ouvrier Professionnel (OP3) .. .. .	155 fr. 30

En province, dans la plupart des cas, ces chiffres subissent largement les abattements de zone légaux.

Notons encore que ces taux résultant de recommandations patronales n'ont juridiquement aucune valeur.

En face, il y a les salaires réels.

Toujours dans la Métallurgie parisienne, une statistique au 1<sup>er</sup> décembre 1954 donne ces moyennes des taux horaires effectivement pratiqués :

M1 .. .. .	132
M2 .. .. .	138
OS1 .. .. .	152
OS2 .. .. .	173
OP1 .. .. .	187
OP2 .. .. .	215
OP3 .. .. .	235

On relève déjà ainsi des écarts importants entre les deux grilles ci-dessus. Encore s'agit-il de « moyennes » établies avec pondération. Très nombreuses sont les entreprises où l'on trouve les « réels » encore bien plus éloignés des « minis ».

La situation diffère-t-elle en province ?

Deux exemples répondent. L'un porte sur une importante firme sidérurgique du Centre. Le second relève d'une grosse usine de construction électrique de la région du Sud-Est.

## PREMIER EXEMPLE

	Mini garanti	Salaire réel
M1	91	143,13
M2	93	165,75
OS1	95	167,13
OS2	100	177,02
OP1	109	192,58
OP2	122	221,28
OP3	130	231,50

## DEUXIEME EXEMPLE

	Mini garanti	Salaire réel
M1	—	—
M2	106,40	143,30
OS1	106,40	156,20
OS2	106,40	164,10
OP1	109	180
OP2	119	206,60
OP3	130	248

Lorsqu'on sait que dans des entreprises voisines des OP1 gagnent péniblement 125 ou 130 francs de l'heure avec une valeur professionnelle égale, on a une idée de la grande diversité et de la grande mobilité des salaires des métallurgistes français en 1955 !

L'absence de taux horaires minima garantis valables satisfait pleinement le patronat qui possède ainsi un très large champ de manœuvre puisqu'il n'est plus que juridiquement

tenu par le salaire minimum interprofessionnel national fixé par autorité gouvernementale.

Quant aux métallos, ils n'ont jamais connu une insécurité aussi grande dans leurs rémunérations.

Même là où ces rémunérations sont relativement larges, 30, 40, et parfois 50 pour cent du salaire réel encaissé sont constitués par la rémunération-rendement, par des primes de tous noms et de toute nature, par des accessoires. Toute cette partie occasionnelle et facultative du salaire qu'ils touchent est liée aux circonstances économiques, aux fantaisies du chronométrage, à un marché du travail ouvert ou fermé, à un carnet de commandes garni ou dégarni, et aussi, à un degré de syndicalisation et de combativité ouvrière fort ou faible.

Puisque dans de très nombreuses entreprises il y a rémunération au rendement, cette rémunération se fait sur un taux de base dérisoire qui est loin de représenter la valeur de l'ouvrier.

Face à cette situation, ce serait donc singulièrement simplifier le problème que de formuler un programme revendicatif en simple pourcentage par rapport à telle ou telle époque, ou par rapport à telles ou telles évolutions d'indices.

Ce serait maintenir bien des inégalités graves et persévérer dans l'insécurité des rémunérations.

Il y a d'ailleurs un autre problème : celui de la rémunération professionnelle.

Concluons cependant ce premier chapitre en disant qu'à l'heure présente les organisations ouvrières de la métallurgie ont saisi toute l'importance qu'il y avait à se battre pour les *Minis garantis*, ceux-ci étant la garantie essentielle du maintien de la valeur réelle des salaires. Dans ces perspectives, la Fédération de la Métallurgie Force ouvrière est même allée plus loin. Dépassant la *garantie horaire* qui se révèle bien insuffisante dans des périodes de dépression économique ou dans des périodes de reconversions ou de réadaptations des industries, elle pose la revendication de la *garantie mensuelle*. Le Salaire Mensuel Garanti indexé sur le Minimum de ressources déterminées par les travaux de la Commission supérieure des Conventions collectives devrait être servi à tous les travailleurs, quel que soit l'horaire pratiqué. Une caisse professionnelle nationale de compensation s'établirait à cette fin.

## Les rémunérations hiérarchiques

Je vois déjà les cheveux se hérissier chez bien des lecteurs de la *R.P.* à la seule lecture de ce terme : hiérarchie des salaires !

Nous avons notre doctrine. Nous savons bien la société que nous voulons. Mais présentement notre action syndicale de tous les jours s'inscrit dans des conditions données dont nous devons tenir compte.

D'abord il y a hiérarchie et hiérarchie !

Théoriquement, on la situe dans la métallurgie de 100 à 400. En réalité, l'éventail des salaires est très ouvert.

Il est inutile de développer ici les conceptions traditionnelles des syndicalistes à ce propos. Contrairement aux thèses que soutiennent de nos jours tous les « catégoriels » qui s'affublent du qualificatif de syndicalistes, affirmons simplement que dans l'indus-

trie moderne, face aux techniques et aux fabrications nouvelles, ces notions sont tout aussi fondées et aussi valables qu'il y a cinquante ans.

D'ailleurs nous constatons bien que dans les pays modernes, les plus évolués techniquement et socialement, c'est là que nous trouvons l'éventail des salaires le plus fermé.

Mais dans la métallurgie française on marche à reculons.

Le producteur, le professionnel, le manuel, pour tout dire : *l'ouvrier de base* n'est plus payé !

On entend crier au secours à propos de l'« écrasement de la hiérarchie ». C'est bien exact dans une certaine mesure. Mais qui sont les plus lésés ? Ceux des catégories qui se trouvent dans le bas de l'échelle ou ceux qui se situent dans le haut ? Ceux qui sont littéralement *nivelés*, ce sont bien ceux du bas, ce sont en particulier les catégories d'Ouvriers de Production : les OS1 et 2, les OP1...

Reprenons quelques chiffres et la compréhension sera bien facilitée.

Les différents emplois « Horaires » et « Mensuels » de la Métallurgie ont été pourvus par les arrêtés Parodi, après la Libération, d'un coefficient qualificatif.

En ce qui concerne les « Horaires », ces coefficients sont les suivants :

M1 = 100	M2 = 108	OS1 = 121
OS2 = 127	OP1 = 140	OP2 = 155
	OP3 = 170	

Ces coefficients n'étaient certes pas parfaits, ils n'étaient pas non plus tombés du ciel ni sortis de l'imagination de leur auteur. Ils furent sensiblement établis en regard des premiers taux minima réglés par les conventions collectives de la Métallurgie de 1936 qui donnaient par exemple, dans une région comme Saint-Etienne, les valeurs suivantes :

à l'heure

Manceuvre ordinaire . . . . .	3.70
Manceuvre adapté ou à chaud . . . . .	3.95
Ouvrier Spécialisé A . . . . .	4.25
Ouvrier Spécialisé B . . . . .	4.12
Professionnel-fabrication A . . . . .	5.00
Professionnel-fabrication B . . . . .	4.85
Professionnel de précision . . . . .	5.50

En regard des coefficients et des chiffres donnés ci-dessus, si l'on examine les minis garantis résultant des *recommandations patronales* de fin 1951 (voir la grille de la Métallurgie parisienne du 22 octobre 1951 publiée au début de cet article) on peut tout de suite tirer les conclusions.

On écrase, on blackboule les points hiérarchiques sur les catégories du bas de l'échelle, sur les catégories de producteurs, sur les catégories les plus nombreuses. Le patronat sait bien ce qu'il fait ! Les catégories les plus lésées sont celles qui dominent nettement dans les effectifs occupés dans les industries des métaux en 1955 : OS1 = 13 % ; OS2 = 35 % ; OP1 = 20 %.

Ajoutons encore que la position hiérarchique de ces catégories est encore pire depuis ces derniers mois. Le salaire minimum garanti national s'élevant maintenant à 121,50, on s'apercevra en se reportant encore à la grille du 22 octobre 1951 que presque 5 catégories de travailleurs « Horaires » sont mises en paliers sur ce chiffre. Les différenciations ne sont donc plus que le fait des primes et accessoires divers et surtout des résultats du travail au rendement.

Si actuellement le lamineur ou l'estampeur

qui travaille à la gueule du four gagne quelques francs de plus que le portier ou que celui qui balaye les feuilles mortes, il le doit beaucoup plus aux primes conséquentes à un surcroît de travail qu'à un taux afférent à sa classification professionnelle.

Il en est de même pour l'ouvrier qualifié tourneur, fraiseur...

Voilà donc encore de gros et importants problèmes à résoudre dans le cadre des nouvelles conventions collectives.

Face à cette situation, quelles sont les positions revendicatives des organisations syndicales ?

Un premier groupe : C.G.T., C.G.C. et organisations de Cadres en général défendent la hiérarchie intégrale.

Le deuxième groupe : C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. ont une position beaucoup plus réaliste et beaucoup plus syndicaliste tendant à des raccourcissements qui tout en élevant le plancher fermeraient l'éventail des salaires.

Résumons la position propre à la Fédéra-

tion de la Métallurgie F.O. : les 100 premiers points de la hiérarchie dévolus aux M1, c'est-à-dire aux travailleurs les plus défavorisés, ont une valeur sociale et de subsistance. Ils constituent donc le  *salaire social garanti*  et de ce fait prennent une valeur supérieure aux points suivants dits « points de qualification ».

Quant au partenaire patronal, sa position est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'en reparler ici. On se rappelle que les discussions paritaires dans la métallurgie parisienne se sont rompues alors que les employeurs faisaient la seule proposition qui tendait purement et simplement à homologuer leur barème du 22 octobre 1951 en l'incorporant aux textes généraux de la convention collective signée en cours d'année 1954 !

Seul l'engagement ou la menace d'une action sérieuse des travailleurs de la Métallurgie est apte à leur faire changer le fusil d'épaule.

A. LAVAL.

## PROPOS IRREGULIERS

### ASPECTS ITALIENS DU TOTALITARISME STALINIEN

Nous voici appelés, une fois de plus, à dénoncer la tyrannie américaine. Il est établi que notre malheureux pays est occupé et colonisé. L'hypocrisie yankee permet à peine à nos gouvernants de sauver les apparences...

En Italie, les lignes se dessinent plus nettement et l'ambassadrice des U.S.A. Mme Clara Booth-Luce ne respecte guère les formes et les usages. On nous annonce qu'elle a supprimé vingt millions de dollars de commandes off shore passées à des entreprises dominées par les post-staliniens. On prétend même qu'elle impose aux bénéficiaires des commandes américaines de réserver des primes exceptionnelles aux travailleurs membres des syndicats non communistes (1).

Qu'en pensent les syndicalistes américains ? interroge un de nos amis.

Les syndicalistes américains répondront peut-être que si leur influence dominait outre-Atlantique, M. Foster Dulles et Mme Clara Booth-Luce retourneraient à leurs affaires.

Ils pourraient ajouter que les syndicats dans un pays libre ne peuvent agir que face au patronat, non à la clientèle. C'est aux entrepreneurs américains qu'ils ont imposé l'abolition de toute mesure de discrimination entre les travailleurs. Il appartient aux syndicats italiens de réagir si les patrons italiens prétendent mesurer le salaire au degré de « loyalisme ».

Quant au choix des entreprises, c'est l'affaire du client. On va un peu fort en dénonçant le « chantage à la famine ». Le parti communiste italien et sa filiale syndicale ne cessent pas de proclamer que les commandes américaines mènent à l'asservissement du peuple italien et à la guerre.

Logiquement dans les entreprises qu'ils dominent, ils devraient organiser la grève et le sabotage contre les patrons qui trahissent les intérêts de la Pa-

(1) Il s'agirait simplement de conventions passées avec les syndicats non communistes et dont les adhérents de ceux-ci peuvent seuls bénéficier.

trie (!?) et de la Paix en tentant d'exécuter les commandes de Mme Booth-Luce. Si celles-ci sont indispensables pour assurer aux ouvriers du travail et du pain, c'est qu'il y a quelque chose de dérangé dans la machine, quelque chose qui boite dans la dialectique stalinienne.

On voudra bien, dans toute cette affaire, ne pas faire intervenir le facteur philanthropique. Mme Booth-Luce veut que ses commandes soient exécutées dans les meilleures conditions possibles. Si cela exige l'aggravation de l'exploitation du travail, la résistance ouvrière s'impose et on a le droit d'en appeler à la solidarité des syndicats américains. Est-il question simplement du choix des entreprises ? Si dans quelques-unes, pour garder une clientèle sûre, les patrons cessent de donner des gages (et même de payer tribut) au parti post-stalinien, si les ouvriers préfèrent les hauts salaires au loyalisme soviétique... on peut juger l'épreuve révélatrice et salutaire... ou sordide et aléatoire...

C'est seulement la politique de Moscou qui est en cause. La lutte de classe est absente du front de bataille.

Nous voudrions cependant ne pas abandonner l'affaire sans noter un fait quelque peu troublant. C'est qu'il ne semble pas que l'opinion italienne en soit tellement secouée. La revue de presse objective que publie la « Documentation française » n'en porte pas trace dans son numéro du 10 janvier 1955. Au contraire, il est fortement question des mesures de défense de la démocratie préparées par le gouvernement Scelba et qui visent exclusivement les communistes.

Alors, nous y sommes. Tendances liberticides, fascistes, anticommunisme redoutable, etc. ! On doit entendre les véhémentes protestations de la Ligue des Droits de l'Homme, des rédacteurs de *France-Observateur*, des *Temps Modernes*, on doit lire les informations... orientées du *Monde*, glissées sur chemin de velours... Non pourtant. On a beau tendre l'oreille... Curieuse discrétion.

L'introduction à la revue de presse citée ci-dessus justifie peut-être ce prudent silence :

Les partis italiens qui ont triomphé, en 1944 et en 1945, ont trouvé tout un réseau d'organisations qui avaient été créées par le fascisme, qui étaient l'expression logique du régime dictatorial. Ces organisations, le régime nouveau les a laissées en partie subsister : d'abord, sans doute, parce que leur destruction brusque aurait produit dans le mécanisme du pays un vide dangereux, ensuite, et peut-être surtout, parce qu'elles constituaient des instruments de gouvernement qui devaient tenter les partis. L'Italie nouvelle, ayant choisi la proportionnelle comme mode de scrutin, était un pays à partis forts.

Cependant, il arriva que, parmi les partis qui prirent le pouvoir au moment de la Libération, le parti communiste, tout en ne représentant qu'une minorité, était beaucoup plus fortement constitué que les autres, qu'en outre l'organisation syndicale des années de la Libération comprenait tous les ouvriers d'Italie et qu'elle était dominée par les communistes. Presque partout, le parti communiste se substitua au parti fasciste dans le moule laissé par lui, s'empara des biens donnés ou prêtés à lui par l'Etat. Aucun parti n'était mieux préparé que le parti communiste à succéder au totalitarisme du fascisme.

La lutte engagée aujourd'hui a surtout pour but de reprendre à l'extrême-gauche tous ces organismes ou tous ces biens domaniaux qu'elle s'est appropriés et dont elle se sert comme moyens d'action politique.

La presse italienne cite en particulier l'affaire de l'I.N.G.I.C. (Institut national pour la gestion des impôts de consommation), création fasciste, organisme destiné à assurer la gestion des impôts de consommation, en concurrence avec les adjudicataires privés. On s'étonnera à peine de cette utilisation par les partis démocratiques de cet héritage du fascisme, qui s'apparente aux « fermes générales » de notre ancien Régime. On s'étonnera encore moins de la facilité avec laquelle le parti communiste s'est installé dans la place.

Mais il est étrange que l'on ait attendu si longtemps pour laisser éclater le scandale. Faut-il croire qu'il y avait quelques cadavres à dissimuler entre les staliniens et des représentants notoires de la démocratie chrétienne ? Le gouvernement Scelba semble décidé à sacrifier les complices abrités dans le plus fort parti de sa majorité. Et déjà les accusés s'alignent devant un dossier accablant : corruption de magistrats municipaux et de représentants de partis pour obtenir les adjudications ; détournement des bénéfices de l'I.N.G.I.C. destinés aux œuvres d'assistance communales au profit des partis et de leurs succursales. On parle d'une centaine de municipalités compromises... presque toutes communistes et socialo-nennistes.

Il y aurait aussi un scandale des coopératives où les communistes font peser « un régime de fer », dont les profits alimentent les caisses du parti, où la « carte du parti » est exigée pour toute opération.

Le bilan de l'affairisme stalinien ne se borne pas à ces détournements de biens publics ou coopératifs. Togliatti, dit un correspondant romain d'« Europe-magazine » (26 décembre 1954), dirige non un simple parti... mais un véritable « big business » — dont l'entreprise la plus rentable reste la « Società Importazioni-Esportazioni », qui a monopolisé en fait le commerce avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires et accorde les licences nécessaires, contre une ristourne de 2,5 % sur toutes les opérations.

Quant à la participation indirecte ou occulte du parti à des entreprises purement capitalistes, elle sera progressivement dévoilée, lorsque le gang ne jouira plus de l'immunité par la terreur. Déjà, l'on sait que des industriels bénéficiaires des comman-

des américaines achetaient leur sécurité par des dons à la caisse du parti soviétique. Savoureuse contribution à la politique de coexistence !

Peut-on reconnaître que cette corruption permanente, élevée à la hauteur d'une institution, a plus d'importance historique que les « incartades » de Mme Booth-Luce ? Le phénomène ne se localise pas en Italie. Sous d'autres aspects, il se manifeste en France, où les mots d'ordre de rassemblements « pacifistes » (?) ou laïques (??) lancés par les post-staliniens n'ont peut-être pas d'autre but que de prévenir le scandale ici ou d'étouffer les informations sur le scandale de là-bas.

Que le seul parti totalitaire actuel utilise à plein en Italie l'héritage de Mussolini — comme Hitler en Ukraine utilisait les « collectivisations » de Staline — c'est une nouvelle confirmation de l'identité des trois régimes. Tant pis pour ceux qui ne s'accordent pas avec nous sur cette vérité fondamentale.

## DU QUAI MALAQUAIS AU CONGRES DE TOURS...

Le centenaire d'Anatole France n'a guère provoqué d'émotion, pas même de curiosité rétrospective. On a presque honte à avouer aujourd'hui que l'on a aimé ce dernier héritier de Voltaire qui plaçait son œuvre sous le double signe de l'ironie et de la pitié. Et cependant l'auteur de *Thaïs*, du *Lys rouge*, de *Jérôme Coignard*, de *Crainquebille*, des *Dieux ont soif*, de *l'Île des Pingouins*, de *l'Histoire contemporaine* charme encore le lecteur — alors qu'il faut quelque courage pour relire certains de ses illustres contemporains (tels Paul Bourget et Maurice Barrès) — ou aborder certains des grands littérateurs engagés ou « rengagés » d'aujourd'hui.

Les post-staliniens — qui ont du flair à défaut de pudeur — l'ont annexé, comme ils avaient enrôlé Victor Hugo. Il est vrai que le citoyen Anatole France — qui suivait Jaurès sur les tribunes socialistes — devint en 1920 le camarade communiste Anatole France. Il ne devait plus appartenir au parti, lors de sa mort en 1924. On le voit mal aujourd'hui défiler au pas de parade, sous les ordres de l'adjudant d'Aragon.

On comprend que les jeunes pendant l'entre-deux-guerres et dans l'atmosphère tragique de la dernière après-guerre aient voulu une nourriture littéraire plus riche de sang et de passion. Mais Lenine, dit-on, prisait fort les encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les pages dans lesquelles Anatole France a dispersé d'une plume légère les brouillards des mythes chrétiens gardent une résonance actuelle, alors que tant de laïques se figent dans la crainte et le respect d'une Eglise plus réactionnaire, plus forte d'absurdité et de haine, plus redoutable et plus sanglante que celle de Rome.

Un aristocrate sceptique ? Condamnation facile. Tout simplement, un petit bourgeois de Paris — non du Paris mondain ou ouvrier — mais du quai Malaquais, de cette petite province archaïque, où l'on s'isole dans un passé historique et pittoresque, où l'anarchisme sentimental se retrouve dans le tracé fantaisiste des petites rues, aux devantures poussiéreuses des libraires spécialisés et des artisans relieurs, dans les boîtes des bouquinistes où le livre à dédicace manuscrite se perd au milieu des vieilles revues libertaires.

Ce ne fut pas un révolutionnaire héroïque. Du moins, n'a-t-il jamais promis au-delà de ce qu'il pouvait donner. Il lui fallut peut-être quelque courage pour s'arracher au doux ronronnement du succès littéraire, et devenir un militant de l'Affaire Dreyfus.

Lui qui avait opposé son « bon goût » aux flots naturalistes de Zola — lui qui devait plus tard peindre celui-ci, dans *l'Île des pingouins*, sous l'as-

pect attendrissant d'un sociologue naïf et tenace — il parla lors des premières obsèques de l'auteur de *J'accuse* — celles qui ne furent pas nationales — et débutant par ce défi : « *Je ne dirai que ce qu'il faut dire, mais je dirai tout ce qu'il faut dire* », il conclut par la célèbre formule : « *Zola fut un moment de la conscience humaine* ».

Que son scepticisme, qui n'épargna guère les fantoches de la bourgeoisie, ait cédé devant l'harmonieuse prévision de la cité socialiste et se soit mué en respect sincère pour la force ouvrière — ce ne fut certainement pas par intérêt, ni par dillettantisme, ni par aspiration démagogique. Ses propos, ses attitudes, même ses défaillances le prouvent, dans les dernières années de sa vie.

Il n'était certes pas antipatriote. Il croyait en la nécessité de la défense nationale. Mais dès les premières semaines de la guerre de 1914, il opposa le véritable esprit français — celui des encyclopédistes — à la bestiale stupidité des intellectuels déchainés : « *Le peuple français admettra dans son amitié l'ennemi vaincu* ».

Cela suffit pour lui attirer les imprécations et les malédictions de la meute. Il céda, perdit même le sens du ridicule, voulut s'engager, publia de lamentables platitudes sous le titre « *Sur la voie glorieuse !* » Des pacifistes — qui ne furent pas tellement fermes... plus tard — ne voulurent jamais lui pardonner. Pourtant, il se reprit. Il ne craignit pas — rare originalité — de désavouer ses incartades jusqu'aboutistes. A la fin de la guerre, il scandalisait la population de Tours en traversant la ville pour s'en aller converser cordialement avec les prisonniers allemands. Et c'est à Tours qu'il présida, en 1919, le premier congrès d'après guerre de la fédération de l'Enseignement, où il adressa aux instituteurs le message qui engagea la grande bataille contre les manuels bellicistes : « *Brûlez ! Brûlez tous les livres qui enseignent la haine !* »

Cela suffit pour que nous reconnaissions en lui le représentant du véritable humanisme français, l'héritier du Voltaire des « affaires Calas, Servet et La Barre ».

Quant aux Aragon en uniforme et à leurs alliés sartriens, ils trouveront dans son *Histoire contemporaine* un conseil qu'ils devraient suivre :

*Toi qui de bruit te repais,  
Trublion, ma petite outre !  
Puisque tu réclames la paix  
Commence par nous la foutre !*

## ENCORE LE CONGRES F.O.

— Encore quelques mots sur le congrès F.O. et notre motion internationale.

— Tu en fais vraiment une affaire personnelle.

— C'est justement parce qu'il ne s'agit pas d'un texte personnel, mais du résultat d'une confrontation collective. Double résultat même. Nous avons réussi à unir les minoritaires sur un texte suffisamment significatif. Nous avons influencé la rédaction de la motion majoritaire, qui avait un autre caractère à la conclusion qu'au début...

— Les deux textes se ressemblent par leur banalité...

— Le mot ne me choque pas. Les « banalités » représentaient tout de même des servitudes collectives opposées aux privilèges particuliers. Et si « M. Tout-le-monde » avait plus d'esprit que M. Voltaire, il a quelquefois plus de bon sens que bien des philosophes spirituels.

— Si tu avoues que les deux textes se ressemblent, il faut convenir que l'on pouvait s'entendre sur des formules pacifistes que socialistes et syndicalistes pouvaient accepter.

— Mais je n'avoue rien. Ce qui reste essentiel,

c'est l'opposition au totalitarisme, à l'étatisme, au colonialisme, parce que ces trois régimes annihilent ou contrarient l'action contre l'exploitation capitaliste.

C'est surtout la proclamation du devoir de l'Internationale d'intervenir partout où les libertés et les droits ouvriers sont menacés, sans tenir compte des « souverainetés nationales » ou des compromis diplomatiques. C'est en se tenant sur ce terrain que l'on ressuscitera l'Internationale ouvrière. Zimmerwald ne tenait pas son importance historique du programme voté, mais du fait même de la réunion en pleine guerre d'une conférence internationale.

— Tes amis minoritaires sont-ils tous de ton avis ? Ils semblent qu'ils ont vu surtout dans la motion la condamnation de la C.E.D. et des Accords de Paris. Ils te jugent « rallié » à leurs thèses.

— Ils reconnaissent aussi l'affirmation de classe nettement formulée dans la motion, et c'est l'essentiel. Certains d'entre eux ont tort de mettre l'accent sur des positions étroitement actuelles et non sur le mouvement permanent. Quant à moi, je n'ai rien dit en 1954 qui soit différent de mes propos de 1950 et de 1952, de mes propositions parues dans la « R.P. ».

— L'opposition des travailleurs allemands au réarmement apparaît cependant comme une puissante affirmation de classe.

— Nous l'avons signalé ici même. Mais ce ne serait la base d'une politique ouvrière internationale que si l'action en Allemagne contre le réarmement allemand se développait parallèlement à une action en France contre les armements français, à une action en Angleterre contre la défense armée du Commonwealth : si les travailleurs de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne lançaient aux Américains le fameux « *go home* » des staliniens, et se décidaient pour le désarmement unilatéral de l'Europe occidentale. C'est la thèse des pacifistes intégraux, parfaitement logique et capable de résonance populaire. Sinon, si l'on se résigne à l'espoir d'un désarmement simultané et progressif, il faut accorder au peuple allemand les mêmes droits souverains qu'aux autres peuples — ou envisager une intégration européenne qui imposera à toutes les nations les mêmes limitations de souveraineté.

— Les syndicalistes et les socialistes allemands craignent le militarisme et veulent d'abord l'unité allemande.

— Ils ont sans doute raison... mais la propagande pour l'unité ranime le nationalisme... mais l'unité allemande implique la souveraineté et une armée, si le désarmement général ne la précède pas. Encore une fois une Allemagne unie et neutre nous paraît impensable. Une Allemagne séparée de l'Occident — ce que veut Moscou — c'est un néo-national-socialisme en puissance.

— En somme, tu en tiens pour « la politique de fermeté ». Curieuse position pour un vieux « pacifiste » de 1939... pour quelqu'un qui prétend renouveler l'internationalisme ouvrier.

— Si en 1939, nous nous sommes résignés au pacifisme munichois, c'est parce que l'Internationale ouvrière était impuissante. Nous ne nous illusionnons pas. Les raisons d'espérer n'inspirent pas de confiance sereine. Ce que nous croyons modestement, c'est que l'Internationale peut agir, si on veut bien y inclure les syndicats américains, si elle se prolonge dans les pays économiquement retardés ou colonisés.

Nous croyons toujours que la guerre dépend d'une rupture d'équilibre, qu'elle menace aux points de rencontre du totalitarisme et d'une économie pré-industrielle. Mais l'Europe occidentale — Allemagne comprise — contient des réserves

ves industrielles et humaines que Moscou n'abandonnera pas facilement...

— L'impérialisme américain n'est-il pas aussi dangereux que l'impérialisme moscovite ?

— L'impérialisme américain — sous sa forme classique — trouve en Amérique du Sud et en Asie toutes ses possibilités d'expansion. En éloignant les Etats-Unis de l'Europe on favorise ses tendances les plus violentes. Les syndicats américains (qui ont mené victorieusement leur jeu à Costa Rica) ne le contiendront que s'ils s'appuient sur l'Internationale.

— En menant ton raisonnement jusqu'à son terme logique, on aboutit à la guerre pour abattre le régime totalitaire — c'est-à-dire à la destruction possible de l'humanité tout entière. L'exemple de 1939-1945 prouve cependant une fois de plus que la guerre ne résout rien. Hitler abattu, le problème allemand se pose toujours.

— Je l'ai dit et répété. Je l'ai même écrit dans la « R.P. » en mai 1936, alors que la chute d'Hitler ne paraissait guère probable.

Si l'on s'incline devant la fatalité de la guerre, rien ne peut être résolu. Mais si par crainte hallucinante de la destruction on s'incline devant la fatalité totalitaire, on ne peut rien entreprendre. Le problème allemand se pose en 1955 comme en 1936. Mais en 1936 en Allemagne ne s'élevait que la voix d'Hitler. En 1955, la classe ouvrière allemande parle et agit librement ; et son mouvement pèse sur la conjoncture internationale. Ceux qui ont fondé et animé la « R.P. » depuis trente ans penseront tous comme nous que cette liberté ouvrière a plus d'importance historique que tous les programmes politiques et tous les actes de tous les gouvernements.

## EHRENBURG EDUCATEUR SYNDICALISTE ! !

J'écoute les conseils de sagesse. Je voudrais bien ne plus « asticoter » nos amis autonomes... Je me garderai de commenter les débats des dernières assemblées de la fédération et du syndicat des Instituteurs. Sans doute Forestier — qui ne manque pas de cran — supporte-t-il mal les contacts avec un Fournial « homme à tout faire » du parti post-stalinien. Mais il lui faut bien les supporter... surtout lorsque c'est l'inévitable Albert Bayet qui appelle au rassemblement pour la défense laïque... contre les Accords de Paris... et contre un Mendès-France qui n'a pas réalisé le renversement des alliances.

Seulement je lis sérieusement « l'Ecole libératrice » (organe du syndicat autonome des Instituteurs), non seulement la partie générale, mais la partie scolaire. On y trouve un cours d'initiation civique, où la leçon du 21 janvier 1955 porte ce titre : « Je serai syndiqué ». Deux textes publiés « sans coupure » parce que « documents importants » :

**Les pionniers du syndicalisme** de Louis Guilloux (La Maison du Peuple). Ne discutons pas la valeur de l'écrivain qui aurait mérité plus souvent un compte rendu dans la « R.P. ». Seulement les « pionniers du syndicalisme » portaient des noms connus, légendaires. Ils furent des hommes d'action, des penseurs, des organisateurs. Ils ne sont pas même évoqués dans un récit d'ailleurs émouvant d'une manifestation de grévistes.

Et **Juin 1936** d'Ilya Ehrenbourg... Alors, là, voyez-vous, il ne s'agit plus d'observations littéraires ou historiques. Offrir à nos élèves, au nom du syndicalisme, la prose de ce « vaurien ultra-prostitué » (Lenine dixit)... cela pue la provocation...

Roger HAGNAUER.

## DANS LA LOIRE

# LA C.F.T.C. ET LE C.A.R.S.

Notre camarade Mathevet, secrétaire de l'U.D.-C.F.T.C. de la Loire nous a fait parvenir une longue lettre et des documents précisant l'attitude de son union vis-à-vis du C.A.R.S. et qui serait toute différente de celle que nous lui avons attribuée.

Le C.A.R.S. ne serait, selon eux, qu'un organisme d'éducation patronale aux mains de M. de Chalendar, et Mathevet nous en donne pour preuve les propres paroles de M. de Chalendar au cours d'une conversation du 21-12-54.

Ce n'est pas notre avis, et ce n'est pas ce qui ressort des travaux engagés jusqu'à ce jour par le C.A.R.S. Il s'agissait bien pour le C.A.R.S. de promouvoir une reprise de l'activité économique de l'industrie de la Loire, de provoquer des ententes patronales, des reconversions, de préconiser même l'introduction de nouvelles fabrications pour assurer le plein emploi de la main-d'œuvre et des moyens de production.

Mathevet justifie le refus de participation de la C.F.T.C. par le fait que le C.A.R.S. ne serait pas devenu l'organisme d'expansion économique dont il était question au départ.

Je persiste à croire que ce n'est pas la vraie raison. La C.F.T.C., ou tout au moins certaines de ses unions, nous ont souvent déconcertés par leurs accords avec les organisations cégétistes, certains obéissaient à des considérations de caractère purement stratégique, désireux d'étendre le rayonnement de la C.F.T.C., même aux dépens des autres syndicats.

A la C.F.T.C. de nombreux militants ont un souci, à notre avis trop impératif, de toucher coûte que coûte les masses influencées par l'idéologie communiste. C'est leur droit. Ça les conduit à une politique à notre avis incohérente, et peu favorable au triomphe des conceptions syndicalistes que bien souvent ils essaient de faire triompher avec nous.

Je reconnais qu'à la C.F.T.C. un courant syndicaliste libre de toute influence extérieure se manifeste. C'est la raison pour laquelle nous avons pu dans la Loire faire un excellent travail au comité de liaison. Je me réjouis personnellement de l'existence d'un esprit vraiment syndicaliste à l'union C.F.T.C. et je souhaite que la collaboration amorcée au comité de liaison puisse s'élargir.

Je reviendrai sur mon appréciation au sujet du C.A.R.S. dans un prochain numéro, en donnant un aperçu de son activité et de la position qui en peut découler pour les organisations syndicales. Je ne voudrais pas, par un jugement trop hâtif, condamner une activité qui a été sans doute mal orientée, mais qui peut être rectifiée.

U. T.

## LA VIE DES CERCLES

### CERCLE ZIMMERWALD

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu

le dimanche 27 février, à 15 heures

78, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>).

**R. Guilloché** parlera de la « Yougoslavie nouvelle » à la lumière du cas Djilas ».

**P. Monatte** parlera du livre « Grève chez General Motors ».

Un manifeste « Pour l'unité du troisième camp », contresigné par le Cercle Zimmerwald nous est parvenu trop tard pour passer dans ce numéro. Nous le publierons dans la R.P. de mars.

# Conférence nationale de Pâques

9 & 10 AVRIL, A PUTEAUX (SALLE DE LA MAIRIE)

A tous les militants syndicalistes libres.

Chers Camarades,

Devant la désaffection syndicale incontestable qui se produit dans l'ensemble des corps de métiers,

Devant le désarroi provoqué par le pluralisme syndical dans la classe ouvrière,

Devant les problèmes immenses que posent les solutions économiques tant sur le plan national que sur le plan européen et dans le domaine international,

Devant les difficultés que présentent la coordination et l'articulation des efforts des organisations syndicales libres,

Pour étudier ces problèmes et tenter de les résoudre, les initiateurs de la Conférence Nationale de Pâques vous invitent à participer aux travaux définis dans l'ordre du jour ci-dessous :

Première journée :

A — Le point de la situation sociale en France. Forces, faiblesses et possibilités du mouvement syndical.

B — Inventaire des situations régionales et professionnelles.

Débat présenté et animé par L. MERCIER.

C — Les problèmes essentiels :

a) de la revendication à la participation ouvrière.

Rapporteur : LEBRAS.

b) Possibilité d'action des militants syndicalistes à la base.

Rapporteur : THERSANT.

Deuxième journée :

D — Définition d'une politique syndicale ouvrière.

Rapporteur : R. HAGNAUER.

E — Travail en commun entre militants et organisations des diverses centrales.

Rapporteur : THEVENON.

Que vous soyez adhérent, délégué d'entreprise, délégué ou responsable syndical, simple militant, vous devez assister et prendre part à nos travaux.

De nombreux camarades nous ont déjà fait part de leur participation et notamment de province.

Toutefois, nous vous informons que nous sommes pauvres et que nous ne pourrions vous indemniser des frais de déplacement.

Nous faisons un appel tout particulier à ceux qui le peuvent et aux camarades de la région parisienne en particulier pour nous aider dans notre œuvre en adressant leur souscription au compte chèque :

Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10<sup>e</sup>)  
C.C. Paris 7497-93. (1)

Si petite soit-elle, elle nous aidera à couvrir les frais les plus urgents et à aider ceux qui sont éloignés, si possible.

Si vous pouvez participer à nos travaux, veuillez en informer l'un des initiateurs ou le secrétaire administratif : Ch. Patat, 89, rue Saint-Fargeau, Paris (20<sup>e</sup>) en indiquant vos nom, prénom, adresse, profession, appartenance syndicale, fonction syndicale (adhérent, délégué du personnel ou au comité d'entreprise, militant, etc.).

Il est inutile d'insister sur l'importance des travaux et de l'ordre du jour. Les rapporteurs, tous militants syndicaux, laisseront une large place à la discussion.

Une séance du soir est prévue le samedi 9 avril.

Comptant que vous serez des nôtres et que vous nous retournerez rapidement votre bulletin d'acceptation, recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

R.P. — T.U.S. — A.O.

(1) D'accord entre les initiateurs, nous avons pensé centraliser les souscriptions sur le chèque postal de notre camarade Y. Richaud, du T.U.S.

## ENTRE NOUS

### BILANS COMPARES

	1953	1954
Abonnements ordinaires .....	610.523	501.182
Abonnements de soutien .....	279.550	271.370
Souscription .....	82.495	76.710
Souscription 30 <sup>e</sup> anniversaire R.P. ....		34.400
Vente R.P. ....	50.320	35.713
Publicité .....	4.000	14.400
	<u>1.026.888</u>	<u>933.775</u>
Impression et papier .....	1.019.137	975.542
Routage, timbrage, expédition ..	85.609	77.789
Frais sur abonnements .....	7.219	582
Téléphone .....	17.885	30.582
Frais généraux .....	10.392	3.020
	<u>1.140.242</u>	<u>1.087.515</u>

Nos recettes ont encore baissé en 1954. 93.000 francs de moins qu'en 1953.

Le poste « Abonnements ordinaires » est en diminution de 110.000 francs. En revanche les « Abonnements de soutien » et la « Souscription » se maintiennent.

Quant aux dépenses, leur diminution provient de ce que, sur onze numéros, cinq n'ont que vingt-quatre pages, contre onze à trente-deux pages en 1953.

Et nous avons, malgré ça, une augmentation de 40.000 francs de notre déficit sur l'année 53.

L'abonnement à 1.000 francs devrait nous permettre non seulement de rattraper le déficit, mais d'assurer bientôt la parution régulière à trente-deux pages. Déjà les rentrées de janvier son nettement meilleures que celles de l'an dernier à la même époque.

Nous y voyons la preuve de l'intérêt que nos camarades portent à la revue. Et nous espérons même que les retardataires, les négligents se mettront à jour.

Attention au cachet : « Votre abonnement est terminé. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »  
232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

# LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 3.** — Assassinat du président Ramon, de la République de Panama.

**JEUDI 6.** — Le gouvernement propose le retour au scrutin d'arrondissement.

Un accord commercial est conclu entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

Le tribunal des forces armées de Casablanca prononce quatre condamnations à mort dans le procès des attentats terroristes de Casablanca.

**VENDREDI 7.** — Le maréchal Tito arrive à Rangoun, en Birmanie.

Explosion d'une bombe à Casablanca : 3 morts, 13 blessés.

**SAMEDI 8.** — Le syndicat national des Cheminots de Grande-Bretagne rapporte l'ordre de grève après avoir obtenu de substantielles augmentations de salaires.

**LUNDI 10.** — Le président Mendès-France est arrivé à Naples.

Nouveaux attentats à Casablanca.

Continuation de la grève des photgraveurs des imprimeries de **Leabur** qui dure depuis six semaines.

**MARDI 11.** — Une importante mission commerciale japonaise arrive en Chine.

Des forces parties du Nicaragua envahissent le Costa Rica.

M. Schneider, du M.R.P., est élu président de l'Assemblée nationale par 232 voix contre 188 à Le Troquer, socialiste (président sortant), et 86 à Cachin (communiste).

**MERCREDI 12.** — Ouverture à Lyon du procès des anarchistes espagnols.

**JEUDI 13.** — Le gouvernement des Etats-Unis envoie des avions d'observation au Costa Rica. Les syndicats américains interviennent avec énergie pour le soutien du gouvernement de Costa Rica.

Graves inondations dans la région de l'Est.

**VENDREDI 14.** — Entretiens Mendès-France-Adenauer à Baden-Baden.

Elections à la Jamaïque. Victoire des nationalistes.

**SAMEDI 15.** — Accords Mendès-France-Adenauer sur la question des armements et l'affaire de la Sarre.

L'U.R.S.S. offre de divulguer les résultats de ses expériences atomiques.

En Allemagne de l'Ouest, grève dans la mine de charbon de Neue Hoffnung à la suite de la grève de vingt-quatre heures de l'aciérie d'Oberhausen pour protester contre les déclarations contraires à la cogestion.

**SAMEDI 22.** — Les crues de la Seine et de la Marne imposent l'évacuation de nombreux riverains.

800.000 ouvriers de la Ruhr en grève pendant vingt-quatre heures pour défendre le principe de la cogestion.

Réunion de la Ligue arabe au Caire.

**LUNDI 24.** — Dans le bassin de la Garonne, des milliers d'hectares sont recouverts par les eaux.

**MARDI 25.** — Le président Eisenhower, dans un message au Congrès, demande l'autorisation de défendre Formose et les îles Pescadores.

A Belgrade, Djilas et Dedijer sont condamnés à des peines de prison avec sursis.

**MERCREDI 26.** — M. Jacques Soustelle est nommé gouverneur général de l'Algérie.

**JEUDI 27.** — Réponse des gouvernements de Paris et de Londres à la note de l'U.R.S.S. sur les accords de Paris.

Débats animés à la Chambre des Communes et au Sénat américain sur le projet de défense de Formose.

Négociations franco-tunisiennes à Paris, sous la présidence de M. Mendès-France.

110 bombardiers américains arrivent à Formose pour soutenir l'évacuation des îles Tachen.

**VENDREDI 28.** — Réunion des premiers ministres du Commonwealth.

Le comité central du parti communiste con-

damne la nouvelle gauche et exclut pour un an Auguste Lecœur.

L'Assemblée nationale, malgré l'opposition des socialistes, décide que le bénéfice de la loi Barangé sera étendu aux enfants de moins de 6 ans et de plus de 14 ans.

**LUNDI 31.** — Réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui doit étudier la question de Formose.

Le Syndicat général de l'Education nationale C.F.T.C., après la Fédération Autonome de l'Education nationale, condamne l'extension de la loi Barangé.

## D'où vient l'argent ?

MOIS DE JANVIER 1955

### RECETTES

Abonnements ordinaires . . . . .	73.275	
Abonnements de soutien . . . . .	41.860	
		115.135
Souscription . . . . .		4.050
Souscription 30 <sup>e</sup> anniversaire de la « R.P. » . . . . .		1.000
Vente au numéro . . . . .		4.750
Vente « Chine » . . . . .		2.800
Divers . . . . .		1.100
		128.835
En caisse au 1 <sup>er</sup> janvier 1955 . . . . .		60.412
		189.247

### DEPENSES

Impression et papier (décembre) . . . . .	79.045	
Frais d'expédition . . . . .	6.362	
Divers . . . . .	1.000	
		86.407
En caisse au 31 janvier 1955 :		
Espèces . . . . .	17.305	
Chèques postaux . . . . .	85.535	
		102.840
		189.247

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Duché (Puy-de-Dôme) 1.400 ; Guillaume (Loire) 1.500 ; Léna Leclercq (Nièvre) 2.000 ; Germain (Da-homey) 2.900 ; Gamache (Isère) 1.000 ; Croze (Paris) 2.500 ; François (Allier) 1.600 ; Fontaine (Rhône) 1.500 ; Marzet (Seine) 2.000 ; Lancela (Jura) 2.000 ; Escudio (Aude) 2.000 ; Bodin (Chill) 1.560 ; Bayard (Seine-et-Oise) 3.000 ; Claudet (Paris) 2.500 ; Peyrat (Côte d'Or) 1.200 ; Barlet (Loire) 1.500 ; Mora (Seine-et-Oise) 1.200 ; Legrain (Seine-et-Oise) 1.500 ; Lacrouts (Calvados) 1.500 ; Pinty (Alger) 4.000 ; Perrière (Paris) 1.500 ; Marcadet (Seine-et-Oise) 2.000. — Total : 41.860 francs.

### LA SOUSCRIPTION

Ollive (Haute-Savoie) 200 ; Gilquin (Ardennes) 100 ; Prudhomme (Loir-et-Cher) 100 ; Salençon (Seine) 150 ; Buissonnière (Allier) 250 ; Laval (Loire) 600 ; Duperray (Loire) 200 ; Sylvestre (Loire) 250 ; Blutte (Seine) 500 ; Lebedelle (Belgique) 400 ; M. M. (Seine) 1.000 ; Laplaud (Charente-Maritime) 300. — Total : 4.050 francs.

### SOUSCRIPTION 30<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE « R.P. »

Léna Leclercq (Nièvre) 1.000 francs.

### DU A L'IMPRIMEUR AU 31 JANVIER 1955

A fin décembre 1954 . . . . .	82.907
Facture du numéro de janvier 1955 . . . . .	83.011
	165.918
Notre paiement de janvier . . . . .	82.907
	83.011
Dû à fin janvier 1955 . . . . .	102.840
Disponibilités à fin janvier . . . . .	

La Chine est plus que jamais  
à l'ordre du jour

*LISEZ, FAITES LIRE*

# LA CHINE

— *Ses trois millénaires d'histoire*

— *Ses cinquante ans de révolution*

PAR  
**R. LOUZON**

*Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.*

*Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco*



*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à  
La Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99